

**LE GOUVERNEMENT TENTE
DE NOUS ENFUMER**

$\frac{20}{200}$ **TOUT** $\frac{200 \text{ FT}}{61 \text{ M}}$

$\frac{20}{100}$ **AUGMENTE** $\frac{70 \text{ FT}}{21.3 \text{ M}}$

$\frac{20}{70}$ **SAUF LES** $\frac{50 \text{ FT}}{15.2 \text{ M}}$

$\frac{20}{40}$ **SALAIRES,** $\frac{30 \text{ FT}}{9.14 \text{ M}}$

$\frac{20}{30}$ **LES RETRAITES** $\frac{25 \text{ FT}}{7.62 \text{ M}}$

$\frac{20}{20}$ **ET LES ALLOCATIONS!** $\frac{15 \text{ FT}}{4.57 \text{ M}}$

Dossier

**EN FINIR AVEC LA
FRANÇAFRIQUE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Un pognon de dingue!
Page 2

PREMIER PLAN

LGBTIphobie. «Thérapies de
conversion»: rien à guérir!
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Italie. Le maire de Riace condamné
pour un «crime d'humanité»
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Fred Bladou
(association Gaia et SOS Addictions)
Page 12



édito

Par JOSEPHINE SIMPLON

Un pognon de dingue!

Depuis 2008, les scandales en matière d'évasion et de fraude fiscales se succèdent. Après Luxleaks, Panama Papers, Paradise Papers, OpenLux... ce sont désormais les « Pandora Papers » qui révèlent l'existence, une fois encore, des milliards de dollars planqués dans les paradis fiscaux représentant plusieurs fois le PIB des États-Unis. Aujourd'hui, les vautours montrés du doigt sont les dirigeants politiques qui ne cessent de nous répéter que nous devons nous asseoir sur nos acquis sociaux et toute forme de solidarité. À chaque scandale, les mêmes réponses sont faites, sur la moralisation du capitalisme (comme si cela était possible), l'éradication des paradis fiscaux ou encore le renforcement du contrôle fiscal, mais sans aucun moyen humain et matériel donné... Bref, toujours la même rengaine qui permet aux plus puissants de continuer à nous détrousser en toute impunité. Et pourtant, après le scandale des Paradise Papers en 2017, ils avaient promis que la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales en France serait la priorité du gouvernement. Qu'ont-ils fait? Supprimer des milliers de postes de contrôleurs fiscaux, une directive européenne alignée sur les desiderata du Medef, une fiscalité toujours plus alléguée pour les entreprises et les plus riches... En résumé: rien!

Et pendant ce temps-là, on nous assène, à coups de contre-vérités, qu'il manque de l'argent dans les caisses de l'État. Il faut donc nous faire travailler plus longtemps, baisser les pensions de retraite, les allocations chômage, licencier, supprimer des emplois, détruire les services publics, ne surtout pas augmenter les salaires... Face à ces phénomènes de fraude et d'évasion, il faudrait tout d'abord de véritables outils législatifs avec de véritables sanctions. En effet, les fraudeurs fiscaux devraient être sanctionnés par des peines qui correspondent aux sommes détournées pour mettre fin au scandale qui punit plus le voleur de moto que celui qui détourne des millions (et ses complices). Pour combattre ces pratiques, il faudrait une tout autre politique qui augmenterait les emplois des agentEs en particulier aux finances publiques, supprimerait le secret bancaire, permettrait l'ouverture des comptes... Bref, une politique qui s'attaquerait à la propriété privée, à la puissance des plus riches. Ce nouveau scandale montre qu'il y a urgence à aller rechercher ce qui nous appartient!

BIEN DIT

Si vous faites de l'encadrement des loyers, vous privilégiez les locataires du parc privé par rapport à leurs bailleurs. Ces arbitrages financiers font des gagnants et des perdants... Il y a donc du conflit. Du conflit de classe. Mais c'est cela, politiser un sujet.

MANUEL DOMERGUE, de la Fondation Abbé Pierre, Bastamag, 28 septembre 2021.

À la Une

LE GOUVERNEMENT TENTE DE NOUS ENFUMER

Tout augmente sauf les salaires, les retraites et les allocations!

Castex a annoncé jeudi 30 septembre des mesures concernant l'énergie. Mais c'est un pansement sur une jambe de bois face à l'augmentation généralisée des prix.

Ces dernières années, l'inflation concernait surtout le logement. Dans bien des grandes villes, se loger est de plus en plus difficile pour beaucoup de salariéEs et de jeunes. Mais ces derniers mois, le phénomène se généralise et l'inflation accélère en France. En août, elle a atteint 1,9% (et en septembre 2,1% sur un an) selon l'Insee. La Banque de France prévoit que la hausse sur toute l'année 2021 atteindra 2,8%. Quant aux salaires, retraites, allocations, ils stagnent et donc nous perdons du pouvoir d'achat.

Des choix difficiles pour les ménages

Tout augmente. D'abord l'alimentation avec, sur un an (jusqu'en août), une nette hausse des produits frais (+ 6,8%), notamment ceux des légumes frais (+ 11,3%) et des fruits frais (+ 4,2%). L'ensemble des fruits (frais ou non) augmentent de 3,6% et l'ensemble des légumes de 6,2%. Les viandes et poissons ainsi que les céréales sont également en augmentation. Concernant les produits manufacturés, l'accélération de l'augmentation de leurs prix sur un an est surtout alimentée par une hausse des prix des vêtements et chaussures, qui ont grimpé de 4,6%. Enfin, il y a les prix de l'énergie qui accélèrent en août (+ 12,7% par rapport à l'année précédente). La hausse des prix du gaz naturel et de ville se poursuit sur un an (+ 31,2%). Les prix des produits pétroliers augmentent (+ 16,9% après + 16,5%).

Tout cela contraint beaucoup de ménages à des choix difficiles lorsqu'ils font leurs courses. D'autant que, dès le début du mois, une partie du revenu est déjà dépensée: loyers, charges, dépenses d'eau, d'électricité, services de télécommunications ou de

télévision, assurances, remboursement d'emprunts immobiliers... Pour l'ensemble des ménages, le poids des dépenses qu'on appelle pré-engagées s'élève à 32% de leur dépense totale. Toutefois, la part de ces dépenses dans le budget total est plus élevée pour les bas et moyens revenus que pour les ménages les plus aisés.

Les mesurette du gouvernement ne règlent rien

Les économistes discutent des causes et de la durabilité de cette poussée des prix. Mais pour les salariéEs, les retraitéEs, les bénéficiaires d'allocations, le problème est immédiat. Et ce ne sont pas les mesurette du gouvernement qui résolvent le problème. La hausse du SMIC (2,2%) ne correspond d'ailleurs qu'à ce qui est prévu par la loi. Et ça ne règle pas le problème de la faiblesse du SMIC comme d'une bonne part des salaires. Quant au «chèque énergie» (six millions de ménages modestes vont recevoir 100 euros pour les

aider à payer leur facture de gaz et d'électricité), c'est une aumône. Jeudi 30 septembre, Castex a annoncé de nouvelles mesures, ridiculement baptisées «bouclier tarifaire». La hausse des tarifs réglementés de l'électricité, qui devait atteindre quelque 12% début 2022, sera limitée à 4% en 2022 grâce à une baisse de taxe. Le gel du prix du gaz également annoncé interviendra seulement après l'augmentation de 12,6% le 1^{er} octobre, et durera jusqu'à avril 2022; ensuite, la hausse supplémentaire prévue au cours de l'hiver sera «rattrapée» pendant les 12 mois suivants. Avril 2022, c'est la date de la présidentielle! L'organisation de consommateurs «Que choisir?» dénonce un «faux bouclier tarifaire» qui ne change rien aux mécanismes de hausse des prix. «Que choisir?» appelle aussi à une mesure avec laquelle on ne peut qu'être d'accord: la baisse de la TVA sur le gaz et l'électricité. Mais, comme ses prédécesseurs, ce gouvernement se refuse à baisser cet impôt injuste!

TOUT AUGMENTE SAUF LES SALAIRES!



CHARMAG

Tout pour les riches et rien pour nous?

Pendant ce temps-là, le taux de marge des entreprises augmente, dopé par les subventions publiques. Pendant la crise sanitaire, le taux de marge des entreprises a augmenté passant de 33,0% fin 2019 à 35,4% aujourd'hui, grâce aux dizaines de milliards de subventions publiques versées au patronat. Et les patrons du CAC 40 et leurs actionnaires se servent. Les patrons des 40 plus grosses capitalisations de France pourraient ainsi toucher, en moyenne, une rémunération de 5,3 millions d'euros, part fixe, part variable et bonus compris. Les actionnaires aussi devraient être bien rémunérés. Selon les estimations, plus de 50 milliards d'euros de dividendes pourraient être versés en 2021 en France (soit 10 milliards d'euros de plus qu'en 2020).

Face à une telle situation et aux cadeaux permanents du gouvernement aux grandes entreprises et aux plus riches, il n'y a aucune raison que «ceux d'en bas» continuent de voir leur pouvoir d'achat être rongé. Les mensonges du gouvernement qui fait des calculs acrobatiques amalgamant des mesures hétérogènes ne changent rien à l'affaire.

Outre la baisse de la TVA, il faut des mesures radicales concernant l'énergie qui doit être soustraite au privé et aux lois du marché (et gérée par un service public de l'énergie) car il s'agit d'un besoin fondamental. Il faut surtout aujourd'hui une augmentation des salaires, retraites et allocations et, pour que ce gain ne soit pas éphémère, ils doivent augmenter à l'avenir comme les prix par un mécanisme d'indexation. Pour les salaires, il doit s'agir d'une vraie revalorisation et non pas de primes ou de défiscalisation, plus ou moins temporaires voire soumises à la bonne volonté des patrons (comme la «prime Macron»), qui n'apportent pas de droits pour la retraite ou si on perd son emploi.

Henri Wilno

PRIMAIRE ÉCOLOGISTE

Yannick Jadot: un candidat bien pâlot

Avec 51,03% des voix (104 000 votantEs), Yannick Jadot sera le candidat d'ÉELV à la présidentielle. Un vainqueur talonné de près par Sandrine Rousseau (48,97%) qui a mis en avant une écologie plus radicale, féministe et antiraciste.

Ce résultat montre que les aspirations à vivre autrement augmentent, imprègnent différentes couches de la société, y compris les classes populaires qui voient bien que le capitalisme pourrit la vie. Mais la candidature Jadot sera inutile pour celles et ceux qui revendiquent une autre société.

Un pragmatisme «macron-compatible»

Pour lui, le temps est venu pour l'écologie de gouverner. C'est au nom de l'urgence de la crise

écologique qu'il veut incarner «l'écologie pragmatique», insistant sur son côté «homme politique responsable» prêt à assumer un rôle dans un prochain gouvernement, à défaut d'être élu président. Il prend soin de marteler qu'il n'est pas radical, sous-entendu qu'il est raisonnable et accepte la fausse démocratie de la 5^e République, qu'il fait des propositions réalistes, sous-entendu acceptables par le capitalisme. Effectivement, il n'est ni radical ni révolutionnaire. Son programme s'inscrit dans un verdissement du capitalisme, encadrant

ses débordements. Mais en aucun cas dans la dénonciation de sa responsabilité dans la crise écologique actuelle, dans la remise en cause de sa raison d'être: l'accumulation des profits et l'exploitation sans fin des ressources naturelles et des humains. Promettant d'injecter 50 milliards d'euros dans l'économie, sans préciser d'où viendra l'argent (taxe carbone? ISF remise en place? Réquisitions?), Jadot propose «d'accélérer la rénovation des logements». Mais rien sur les mal-logéEs et la réquisition des logements vacants.

Il veut «déployer les énergies renouvelables». Mais rien sur la remise en cause de l'appropriation de l'énergie par des grands groupes et la libre concurrence du marché de l'énergie se soldant par l'augmentation dramatique de la précarité énergétique. Et rien sur un service public de l'énergie, géré démocratiquement entre producteurEs et consommateurEs, dans le cadre d'une planification. Il prône «les mobilités collectives et décarbonées» et veut «interdire la vente de voitures diesel et essence d'ici 2030». Mais rien sur la gratuité des transports en commun

Un monde à changer

TAPIE : LE SYMBOLE D'UNE ÉPOQUE. Si les nécros sur Nanar évoquent souvent à la fois les bons et mauvais côtés du personnage, il n'en ressort pas moins que Tapie aurait été un héros de notre temps.

En réalité, il fut d'abord un prédateur d'industrie achetant à vil prix des entreprises (le franc symbolique des entreprises en faillite) en difficulté, leur permettant de repartir à cloche-pied pour les revendre avec d'incroyables plus-values. Moyennant de Wonder à Manufrance en passant par Terrailon ou Testut des centaines de licenciements. Des licenciés qui n'avaient probablement pas le profil de gagnant de leur patron-truand.

Côté sport, flattant le pire du « supporterisme » à Marseille, c'est l'étalage du fric et la tricherie avec l'achat de « faiblesses » des adversaires qui en ont fait un homme de son époque, de cette époque.

Mais le plus grave, ce sont les connivences dont a bénéficié ce truand de la part des principaux dirigeants politiques de Mitterrand à Hollande en passant par Sarkozy, Borloo, Lagarde et Taubira pour s'affranchir des lois de la République et permettre ses plus louches affaires. Sans oublier les marche-pieds offerts par les médias, non seulement *Paris-Match*, le *Journal du dimanche* ou BFM-TV, mais aussi France Inter et Bernard Pivot l'accueillant, déjà à l'époque, à « Apostrophes ».

Un panel politique qui ne saurait faire de lui un anti-Le Pen puisque c'est

bien dans ce marigot politique, financier qu'a prospéré et prospère toujours l'extrême droite.

Des connivences qui lui auront notamment permis à la fois d'échapper, en partie, à la justice et d'apparaître en victime du Crédit Lyonnais, banque à l'époque nationalisée, au moment de l'affaire Adidas. Son bilan est la somme des turpitudes que lui a permis une époque où le fric facile fait face à l'accroissement de la misère, du chômage. Une époque où la « gauche », de Mitterrand à Hollande en passant par Bérégovoy, Hollande ou l'autre vedette de gauche, Yves Montand, devenu bateleur du « Vive la crise », a largement contribué à déconsidérer toute alternative à un système capitaliste pourrissant.

Pas étonnant dans cette ambiance qu'hommes et femmes politiques et médias ne puissent s'empêcher de mettre en avant, une dernière fois, un bon côté de ce truand. Pour faire croire qu'ils sont près du peuple, un Roussel encense « un président de l'OM remarquable » et Ian Brossat explique que Tapie a dit des choses justes sur le communisme municipal. Pour les autres, d'Estrosi (« *Un véritable phœnix* ») à l'élue de Marseille Samia Ghali (« *Bernard Tapie fait partie des personnes que l'on a envie de rendre immortelles* ») chacun et chacune rend hommage à l'énergie, au courage. Des hommages à l'opposé complet de ce que mérite le personnage : le mépris et l'oubli.

LGBTIPHOBIE « Thérapies de conversion » : rien à guérir!

On avait bien ri. Mais cette illuminée avait mis au grand jour le fait que dans des communautés religieuses, catholiques et évangélistes principalement, et dans le sillage de la « Manif pour tous », se pratiquaient des « thérapies de conversion ».

De mal-nommées « thérapies »
Considérées par l'ONU comme de la torture, les « thérapies de conversion » sont les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne. En d'autres termes « guérir » l'homosexualité ou la transidentité. Le terme de « thérapie » étant très peu à propos tant il s'agit de maltraitance et en aucun cas de soin...

Mardi 5 octobre était étudié à l'Assemblée nationale un projet de loi visant l'interdiction de ces pratiques. En juin, Christophe Castaner, président du groupe LREM à l'Assemblée nationale, expliquait que ce n'était pas prioritaire. Marlène Schiappa, elle, voulait intégrer l'interdiction dans l'immonde loi dite « séparatisme » comme s'il ne s'agissait de d'une question de dérives de petites sectes religieuses. En réalité le spectre de ces thérapies de conversion est bien plus étendu. Elles peuvent être médicales, notamment pour les personnes trans, il peut s'agir de « viols correctifs », de mariages forcés mais aussi plus largement des pressions sociales exercées par

On se souvient avec amusement des images de cette femme aux appareils bourgeois et au « E prépausal » caricatural : « C'est contre nature-han ». Elle répondait à des journalistes, dans la période « Manif pour tous », qui lui demandaient ce qu'elle ferait si son enfant était homosexuel : « J'essaierais de tout cœur qu'il puisse guérir-han. »



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

un milieu pour empêcher la libre expression de genre ou d'orientation sexuelle.

Au 15 septembre, retournement de situation, cette loi, il faut la faire passer très rapidement... avant l'élection présidentielle. Bien entendu.

Pour eux, les enfants LGBTI n'existent pas

Une bataille est en cours pour faire plier les amis de Darmanin, l'extrême droite et les réactionnaires. Nous nous battons pour une loi interdisant les thérapies de conversion car cela

permet la reconnaissance du statut de victime, cela facilite la réaction judiciaire, cela permet d'avoir de réelles statistiques, cela donnera de la force à nos camarades LGBTI dans le monde entier et cela envoie le message que nous, personnes LGBTI, ne sommes pas à guérir.

En France, les principaux organismes pratiquant les thérapies de conversion sont la « Communauté Saint-Martin » et la « Communauté de l'Emmanuel », stimulés par la « Manif pour tous » et influencés par des groupes étatsuniens. Dans le pays de la séparation des Églises

et de l'État, les pratiques sont plus sournoises qu'aux USA, par exemple, le livre *How Jesus Heals the Homosexual* (« Comment Jésus guérit l'homosexuel »), ouvrage de référence des défenseurs de ces « thérapies », a été traduit en France par « *Vers une sexualité réconciliée* ». Sans blague.

Parmi eux, beaucoup sont convaincus du bien-fondé de leur action et disent « aimer les homosexuels mais pas l'homosexualité » et prier pour leur « délivrance ». En réalité, il s'agit d'entretenir la haine de soi, la détestation de sa propre identité, cela provoque mal-être, dépression, suicides.

Dans ces débats la droite agite le chiffon rouge de l'identité de genre pour les enfants. Ils ne voudraient pas qu'on qualifie de thérapies de conversion les pratiques visant à emmerder les enfants trans. La petite musique derrière cela, est que pour eux, les enfants LGBTI n'existent pas. Et ne devraient pas exister. La mutilation des enfants intersexes¹ ne les dérange pas, puisqu'il s'agit, là, de les faire rentrer dans le droit chemin... de la nature-han.

Tarik Safraoui

1 - Dont les caractéristiques sexuelles ne correspondent pas aux normes typiques et binaires masculines ou féminines.

Le chiffre

672

C'est, selon un rapport publié fin septembre par la coalition internationale d'ONG Don't Buy into Occupation (DBIO), le nombre d'établissements financiers européens finançant des entreprises impliquées dans les colonies israéliennes. Les seules banques auraient ainsi fourni 114 milliards de dollars sous forme de prêts et de souscriptions, et détenu des investissements d'un montant de 141 milliards de dollars en actions et obligations de ces entreprises. L'occupation et la colonisation, c'est aussi un business.



Agenda

Du 6 au 10 octobre, contre-sommet Afrique-France, Montpellier. Voir dossier pages 6-7.

Samedi 9 octobre, manifestation contre la Françafrique, Montpellier. À 15h, départ Plan Cabanes.

Lundi 11 octobre, rassemblement pour la liberté d'expression, contre l'extrême droite et les violences policières, Aix-en-Provence (13). À partir de 13h devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence (palais Monclair).

Lundi 11 octobre, rencontre de La Brèche autour de l'économie politique, Paris. Présentation de *Critique de l'économie politique. Une intro au Capital de Marx*, avec son auteur Michaël Heinrich, à 19h, à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

Dimanche 17 octobre, manifestation pour les 60 ans du 17 Octobre 1961, Paris. À 15h, du cinéma REX au pont Saint-Michel.

Samedi 23 octobre, manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Lannemezan (65). À 14h, RDV à la gare de Lannemezan. Infos sur <https://liberonsgeorges.samizdat.net>

NO COMMENT

La seule différence entre Éric [Zemmour] et moi, c'est qu'il est juif. Il est difficile de le qualifier de nazi ou de fasciste. Cela lui donne une plus grande liberté.

JEAN-MARIE LE PEN, 30 septembre 2021.

VICTOIRE DE JADOT



la voiture électrique et le moteur à hydrogène, véritables mirages qui détournent des vraies questions sur l'augmentation suicidaire des transports.

Jadot espère une « *sortie responsable du nucléaire en 15 ou 20 ans* ». Au moment même où le gouvernement relance la construction de 6 nouveaux EPR en France, rien pour démonter la propagande offensive et mensongère des nucléocrates de tous bords qui font passer le nucléaire comme une réponse à la crise climatique...

Le vrai réalisme, c'est l'écোসocialisme

À mesure que les conséquences des destructions des écosystèmes, du bouleversement du climat, de la dégradation de l'état de l'air, de l'eau, des sols, de la biodiversité... se font de plus en plus présentes et

de plus en plus meurtrières, l'urgence de stopper et de réparer ces dégâts devrait devenir de plus en plus centrale dans toute perspective politique qui se veut émancipatrice. Les différents phénomènes observés de la crise écologique sont liés à l'augmentation incessante de la production matérielle et des transports, avec l'accroissement tant de l'appropriation, de l'exploitation et de la destruction des ressources que de la prolifération des déchets et pollutions diverses. Ce constat rend caduque toute politique écologique qui n'inscrit pas le renversement du système dans ses objectifs programmatiques. Notre horizon et notre stratégie intègrent les réponses urgentes à la crise environnementale et la nécessaire rupture avec le capitalisme, c'est le sens de l'écোসocialisme.

Commission nationale écologie

permettant aux plus démunies, aux jeunes, aux personnes âgées de se déplacer et qui est indispensable

pour réduire l'utilisation de la voiture individuelle et les pollutions qu'elle entraîne. Aucune critique sur

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ANTIRACISME Visas pour les ressortissantEs du Maghreb: surenchère raciste du pouvoir

Une déclaration de Philippe Poutou.

Macron et son gouvernement ont annoncé leur intention de diviser par deux le nombre de visas accordés aux ressortissants d'Algérie et du Maroc, et de réduire de 30% les visas pour les Tunisiens. À entendre Gabriel Attal, la cause de cette décision brutale serait le fait que « ces pays n'acceptent pas de reprendre des ressortissants que nous ne souhaitons pas et ne pouvons pas garder en France ». En d'autres termes, les pays du Maghreb « ne jouent pas le jeu » des politiques d'expulsion de la France.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Conséquences désastreuses

Cette annonce est scandaleuse à plus d'un titre. Typique des relations de domination que la France entretient avec ses anciennes colonies, elle s'apparente ainsi à un chantage, voire un diktat néocolonial: le vocabulaire de Gabriel Attal (« Il y a eu un dialogue, ensuite il y a eu des menaces. Aujourd'hui on met cette menace à exécution ») est là pour le confirmer. Les conséquences que pourrait avoir cette mesure sont potentiellement désastreuses, en privant des centaines de milliers de personnes de la possibilité de se déplacer entre les pays du Maghreb et la France, alors que l'on sait que ces déplacements sont essentiels pour la vie économique, sociale et familiale de millions de gens, des deux côtés de la Méditerranée.

À moyen terme, cette décision risque en outre d'augmenter considérablement le nombre de personnes en situation d'illégalité, avec toutes les conséquences dramatiques que génèrent ces situations (exploitation renforcée au travail, difficultés d'accès aux soins, utilisation de « routes migratoires » particulièrement dangereuses, etc.).

Avec ces annonces, le gouvernement Macron confirme qu'il a fait le choix de s'inscrire dans une surenchère avec la droite extrême et l'extrême droite. Même le Figaro le dit, qui pose innocemment la question: « Est-ce l'effet Zemmour sur la campagne présidentielle? Emmanuel Macron, en tout cas, durcit singulièrement le ton sur l'immigration. » Difficile en effet de voir dans cette décision, prise alors que le débat public est saturé par les discours racistes, islamophobes, anti-migrantEs, autre chose qu'une nouvelle expression du misérable et dangereux opportunisme politicien d'un pouvoir qui n'a de cesse de courir après l'extrême droite, quitte à renforcer la stigmatisation et les discriminations racistes.

Ne rien céder aux racistes

Alors que les migrantEs continuent de mourir en Méditerranée (au moins 50 Algériens ont péri en mer le week-end des 25-26 septembre), que la catastrophe climatique provoque de plus en plus de déplacements de populations et que l'extrême droite montre chaque jour un peu plus les dents, il n'est pas question de tergiverser. En finir avec les politiques migratoires racistes, qu'elles concernent la circulation, l'asile ou l'installation. Accueillir les migrantEs, touTEs les migrantEs, sans établir de hiérarchie entre « réfugiés politiques » et « migrantEs économiques ». Régulariser les sans-papiers, touTEs les sans-papiers, sans opérer de tri entre « ceux qui travaillent » et « ceux qui ne travaillent pas ». Refuser de céder le moindre pouce de terrain aux théoriciens réactionnaires de « l'appel d'air » ou de la « concurrence déloyale ». Défendre une liberté de circulation et d'installation inconditionnelle, en rappelant qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'une affaire de choix politiques et de lutte pour une réelle répartition des richesses.

C'est ce que nous continuerons d'affirmer, sans céder à un air du temps nauséabond, et c'est ce que nous défendrons dans la campagne présidentielle. Le 29 septembre 2021

USA Des dizaines de milliers de femmes marchent pour le droit à l'avortement

Dans 650 localités de toutes tailles des États-Unis, des dizaines de milliers de femmes se sont rassemblées et ont défilé samedi 2 octobre, pour les droits des femmes en matière de procréation.

Cette cinquième marche annuelle des femmes depuis 2017 a eu lieu en réaction à l'adoption récente par l'État du Texas d'une loi interdisant pratiquement tous les avortements. Ces marches se sont déroulées à la veille de l'examen par la Cour suprême des États-Unis d'arrêts, examen qui pourrait l'amener à annuler son arrêt de 1973 Roe v. Wade, qui, en 1973, a accordé aux femmes le droit à l'avortement. Certaines participantes voyaient la marche comme un moyen de relancer un mouvement militant de masse des femmes.

« Si les hommes tombaient enceintes, l'avortement serait légal partout »

De nombreuses femmes sentent leurs droits et leur avenir menacés. Comme Alexis McGill Johnson, présidente de Planned Parenthood (Planning familial), l'a expliqué à une foule à Washington, D.C.: « Cette année seulement, nous avons vu près de 600 restrictions dans 47 États. Donc, peu importe où vous vivez, où que vous soyez, ce combat est à votre porte. » Parrainé par plus de 200 organisations « libérales » (c'est-à-dire plus ou moins à gauche) et de défense des droits des femmes telles que Planned Parenthood, la National Organization for Women (l'organisation nationale pour les femmes) et l'American Civil Liberties Union (l'Union pour les droits civiques), mais mobilisant également des dizaines de petits groupes locaux, dans des villes grandes et petites, les femmes de tous âges et leurs alliés ont scandé: « Mon corps, mon choix ». Les manifestantEs



DR

ont affiché des pancartes qui, avec humour et sarcasme, exprimaient leur frustration. Un panneau disait: « Si les hommes tombaient enceintes, l'avortement serait légal partout ». Un autre déclarait: « Vasectomies obligatoires. Allez les gars, sauvons des vies ». Et un troisième: « Celui qui n'a pas de vagin devrait juste STFU [fermer sa gueule] ».

Convergences contre les discriminations

Des politiciens ou des candidats aux élections de 2022 ont pris la parole lors des rassemblements dans tout le pays pour parler de la nécessité d'élire plus de démocrates progressistes au Congrès pour défendre le droit à l'avortement. La gouverneuse de New York, Kathy Hochul, s'exprimant à Albany, la capitale de l'État, a déclaré à la foule: « En tant que première femme gouverneuse de l'État de New York, je protégerai ces droits ». Elle a

ajouté: « Ensemble, nous enverrons un message à travers ce pays: vous venez à New York, nous protégerons votre droit à l'avortement tous les jours de la semaine. » Rana Abdelhamid, fille de l'État de New York, a déclaré au rassemblement qu'elle soutenait le droit à l'avortement, en particulier pour les immigrantes.

À New York, où ma femme et moi avons défilé, le rassemblement a commencé avec des manifestantEs scandant « Black Lives Matter ». Rose Baseil Massa, organisatrice de March for Abortion Justice (la Marche pour la justice dans l'avortement), a déclaré à la foule: « Nous savons que les personnes noires, les populations hispaniques et latines et les populations autochtones sont toutes touchées de manière disproportionnée par les interdictions d'avortement. Il est donc très important que nous soyons

ici solidaires. » La notion de solidarité avec les personnes de couleur était un thème central, bien que la manifestation de New York, ville où les Blancs sont une minorité, était majoritairement blanche, avec peu de femmes noires présentes.

« Il y a une guerre en cours »

Les femmes représentaient 70% des participants à New York, certaines d'entre elles étant des vétérans du mouvement des femmes des années 1960 et 1970, mais surtout des femmes plus jeunes, certaines nouvelles dans le mouvement. Les participantEs politiques de la marche à New York étaient progressistes, avec une forte présence d'organisations démocrates, telles que « Indivisible » et plusieurs clubs démocrates indépendants. Il y avait quelques organisations de gauche présentes, maoïstes et trotskistes, mais elles représentaient une faible minorité tandis que les Socialistes démocratiques (DSA), la plus grande organisation de gauche, n'avaient aucune présence visible dans la manifestation de New York.

À Asheville, en Caroline du Nord, Tessa Paul, coprésidente locale de la DSA, a déclaré lors d'un rassemblement: « Nous sommes réunis ici aujourd'hui parce qu'il y a une guerre en cours. C'est une guerre contre les droits reproductifs des femmes, contre les personnes trans, contre les Noirs, contre les personnes autochtones, queer, handicapées, déplacées et maltraitées. » Il y a une guerre, mais ces manifestations montrent que les femmes ont commencé à riposter. **Dan La Botz, traduction Henri Wilno**

VACCINS ANTI-COVID 13-14 octobre: jours de la honte contre les brevets et les gouvernants de l'apartheid vaccinal

Plus de 10 193 personnes meurent chaque jour dans le monde du Covid-19. Pourtant des vaccins existent. Ils ont montré une efficacité de plus de 90% contre les formes graves, et de 98% contre la mortalité. Mais les brevets des capitalistes de Big Pharma privent les pays les plus pauvres de vaccins anti-covid.

Seulement 0,5% des habitantEs des pays à faible revenu sont complètement vaccinés et moins de 3% des Africains. Honte à l'Union européenne, honte aux gouvernements français, allemand, britannique, qui s'opposent à la demande de l'Inde et de l'Afrique du Sud, faite le 2 octobre 2020 à l'OMC, de levée des brevets et de transfert de technologie. Honte à ceux qui défendent l'apartheid vaccinal des brevets qui interdisent un accès universel, immédiat et gratuit à ces vaccins.

Nombreux rendez-vous de mobilisation

Une campagne internationale est lancée. Elle débute les 13 et 14 octobre lors de la réunion du comité des Adpic (aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) de l'OMC à Genève. Elle rebondira les 30 et 31 octobre lors du G20 à Rome. Pour culminer lors de la réunion de l'OMC en présence des ministres, du 30 novembre au 3 décembre. Autant de jours de la honte contre l'UE, Macron, les gouvernants qui refusent la levée des brevets! En Angleterre, les militantEs de Global Justice Now apporteront en cortège funèbre des cercueils devant le 10 Downing Street pour dire « honte au gouvernement britannique ». En France, le collectif « Brevets sur les



vaccins anti-covid Stop Réquisition» propose une mobilisation unitaire contre les brevets. Il vient d'être rejoint par la FSU. Signatures de pétitions, rassemblements, conférences de presse, prises de position doivent se multiplier partout. Le collectif a pris contact avec le mouvement social suisse, avec la députée de Genève qui a dénoncé le scandale Moderna, pour préparer une manifestation et un meeting le 13 octobre devant l'OMC, et une délégation unitaire et internationale pour porter ces exigences.

Une coordination s'ébauche à l'échelle européenne avec l'initiative citoyenne européenne « Pas de profits sur la pandémie », People's Health Movement et le CADTM pour l'abolition des dettes illégitimes.

« Le vaccin du peuple, pas celui de Big Pharma »

On sait déjà que Moderna a son siège social dans l'État du Delaware, un paradis fiscal qui exonère d'impôts les profits réalisés sur les brevets, et que le taux de profit de Moderna

sur son vaccin anti-covid se situe autour de... 44%! Grâce à la dénonciation de la députée de Genève Stephanie Prezioso d'Ensemble à Gauche, et de Miguel Urban, député européen d'Anticapitalistas, qui ont interpellé le conseil fédéral suisse et l'Union européenne, on apprend que Moderna a négocié en secret avec l'Union européenne pour qu'elle verse sur les comptes de sa filiale Suisse Switzerland GmbH les 10,35 milliards de dollars payés pour ses vaccins. Pour profiter de la baisse massive de la fiscalité des entreprises (RFFA) de ce paradis fiscal et payer des impôts ridiculement bas. Une possible infraction fiscale aux règles de l'UE. Comme le dit l'association de consommateurs étatsunienne Public Citizen: « Les contribuables ont payé 100% du développement du vaccin Covid-19 de Moderna. Nous avons payé 2500 000 000 \$. Il faut absolument en faire un bien public, gratuit et disponible pour tous dans le monde entier. C'est le vaccin du peuple. Pas celui de Big Pharma ».

Frank Prouhet

Sur Facebook: <https://www.facebook.com/Stop-avx-brevets-R%C3%A9quisition-105952548197339>

BERLIN Une majorité pour la socialisation des grands groupes immobiliers

Dimanche 26 septembre à Berlin, capitale allemande, une large majorité (56 %) a voté, lors d'un référendum d'initiative populaire, en faveur de la socialisation des grands groupes immobiliers.

Ce référendum faisait suite à une campagne démocratique et auto-organisée qui dure déjà depuis plusieurs années (« Deutsche Wohnen und Co enteignen »). Il concerne les groupes immobiliers propriétaires de plus de 3 000 logements chacun, c'est-à-dire un total estimé à environ 240 000 logements. Les grands médias français et étrangers ont beau ne pas faire leur « une » sur cet événement (contrairement aux résultats des élections législatives qui avaient lieu le même jour) : il revêt à nos yeux une signification fondamentale car il montre que des idées et revendications qui sont au cœur du programme historique du communisme, comme l'expropriation des grands groupes capitalistes et leur gestion par les travailleurs et les classes populaires, peuvent devenir majoritaires dans le monde d'aujourd'hui, y compris dans des pays qui sont des piliers de l'ordre impérialiste mondial.

Un contexte favorable à cette revendication

Cet événement majeur avait lieu dans un contexte de hausses vertigineuses des loyers et de multiplication des expulsions de locataires. En effet, la législation locale permet aux propriétaires



non seulement d'augmenter les loyers au motif de « rénovations » souvent superficielles, mais d'expulser les locataires qui seraient dans l'impossibilité de supporter ces augmentations. Berlin était pourtant gouvernée ces dernières années par une coalition « rouge-rouge-verte » (SPD, écologistes et Die Linke), mais leurs timides tentatives d'encadrer la spéculation immobilière n'ont pas suffi à enrayer la hausse du coût du logement. L'affaiblissement général du pouvoir, notamment par la crise

sanitaire, économique et sociale sans précédent qui continue de frapper durement les classes populaires en Allemagne, s'est surimposé à la particularité du marché immobilier berlinois, qui a connu une hausse de prix sans commune mesure depuis la réunification RFA-RDA, sur fond de spéculations immobilières sauvages. La conjonction de ces facteurs a permis qu'une revendication fondamentalement communiste comme celle de la socialisation des grands groupes capitalistes, encore très minoritaire il y a quelques années, devienne largement majoritaire parce qu'elle répond aux besoins immédiats des berlinoisES.

Une revendication qu'il faudra imposer par la force

Toutefois, le référendum berlinois prend la forme d'une simple invitation, adressée au Sénat berlinois (l'équivalent du conseil municipal), à légiférer dans le sens du référendum. Autrement dit, le Sénat berlinois n'est pas légalement obligé de suivre l'avis de la majorité des votantEs ! Lors d'un récent référendum (septembre 2017), une majorité avait voté pour le maintien de l'aéroport de Berlin-Tegel, mais la majorité « rouge-rouge-verte » du Sénat avait

ignoré le résultat du vote, faisant le bonheur des grands groupes immobiliers, du bâtiment et de l'aviation qui avaient des projets très profitables pour reconverter l'ancien aéroport en un quartier résidentiel de luxe, et construire un nouvel aéroport gigantesque en dehors de la ville.

Il est donc évident que la victoire du référendum berlinois ne constitue qu'une victoire d'étape. Il faudra dans tous les cas une mobilisation intense pour contraindre la majorité sénatoriale à effectivement exproprier les grands groupes immobiliers. Ces grands groupes ne se laisseront d'ailleurs pas faire, comme ils l'ont déjà montré en orchestrant une campagne de presse calomnieuse dans les grands médias allemands. De la part de ces capitalistes qui n'hésitent pas à expulser leurs locataires pour maximiser leurs profits, on peut anticiper des mesures de plus en plus violentes à mesure que la perspective d'une expropriation se concrétisera. Il faudra donc le cas échéant que le mouvement s'organise de manière à résister aux tentatives d'intimidation et de répression, et qu'il puisse compter pour cela sur la solidarité internationale.

Victor Müller

ALGÉRIE

Le PST rejette les prétendues élections locales

La direction nationale du Parti socialiste des travailleurs (PST) vient de décider le rejet par notre parti des prétendues élections locales que le pouvoir de fait compte organiser le 27 novembre 2021.

Pour le PST, les élections doivent traduire démocratiquement la volonté des électeurs et la souveraineté du peuple algérien sur ses choix politiques. Cela suppose au moins le respect des libertés démocratiques permettant l'expression libre devant le peuple de toutes les opinions politiques des citoyens et des citoyennes. Cela suppose l'absence de toute pression, de toute répression et l'instauration d'un climat politique de sérénité et d'égalité des chances entre tous les candidats et les candidates.

Un contexte de répression

Or, plus que les consultations précédentes, ces élections locales sont organisées dans un contexte de répression et de « terreur d'État » contre tous ceux et toutes celles qui s'opposent à la continuité du régime et sa dérive autoritaire et antidémocratique. Un contexte où les détenuEs politiques et d'opinion se comptent par centaines, dont des dirigeants de partis politiques comme le Coordinateur national du MDS Fethi Gharès et le principal responsable du RPK Hamou Boumedine. Un contexte où se multiplient les pressions et les harcèlements judiciaires contre des partis, des organisations et des associations de l'opposition comme c'est le cas pour notre parti le PST, mais aussi pour l'UCP, le RAJ, etc. Un contexte où les libertés d'expression, de manifestation, d'organisation et même d'opinion sont muselées et particulièrement réprimées. Un contexte où les libertés syndicales sont bâillonnées et les travailleurs opprimés par l'oligarchie et la complaisance de la justice et du pouvoir, comme c'est le cas à Numilog/Cevital de Béjaïa. Un contexte où règne un dispositif juridique digne d'une « dictature totalitaire » à travers l'introduction de l'article 87 bis dans le code pénal permettant la qualification du moindre acte politique de crime terroriste. Un contexte marqué par le verrouillage des médias publics et privés à la moindre expression critique du régime, mais dans le même temps ouverts et même monopolisés par le mono discours d'allégeance et de promotion de la feuille de route du pouvoir de fait et de son « Algérie nouvelle ». Un contexte où l'armée semble s'accaparer de nouveau le centre de la décision politique du pouvoir et nous le fait savoir notamment à travers une institution supposée être consultative comme le Haut Conseil de Sécurité (HCS). Un contexte d'effondrement sans précédent du pouvoir d'achat des travailleurs et des masses populaires, d'accentuation du désespoir de la jeunesse livrée au chômage endémique et d'explosion du nombre de migrants clandestins ainsi que celui de nos jeunes morts en mer.

Illégitimité du pouvoir de fait

Cet énième passage en force électoral, comme pour la présidentielle de 2019, le référendum constitutionnel de novembre 2020 et les législatives de juin 2021, va aggraver l'illégitimité du pouvoir de fait et l'étendre aux institutions locales que constituent les assemblées populaires de wilaya (APW) et les assemblées populaires communales (APC). Il amplifiera encore le rejet du régime par le peuple algérien et nourrira plus de désespoir et de révolte. Pour le PST, toute participation dans ces conditions aux élections, quelles que soient les justifications des uns et les explications des autres, n'est qu'une caution honteuse pour la continuité du régime de fait et sa politique répressive anti populaire. Pour le PST, il faut construire en priorité un large front contre la répression, pour la libération de touTEs les détenuEs politiques et d'opinion et pour la levée de toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques et syndicales. Pour le PST, le recouvrement de la souveraineté populaire passe non pas par la farce des élections locales mais par l'élection d'une Assemblée constituante souveraine représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité de notre peuple.

La Direction nationale du PST

ITALIE Le maire de Riace condamné pour un « crime d'humanité »

L'ex-maire de Riace (Calabre) Mimmo Lucano a été condamné à treize ans de prison en première instance pour association de malfaiteurs tournée vers l'aide à l'immigration clandestine et détournement de fonds publics. Il devra rembourser 500 000 euros reçus de la part de l'UE et du gouvernement.

Plus que la sentence d'un tribunal, cette décision sonne comme un véritable acte de persécution politique et judiciaire qui vise, encore une fois, à criminaliser les activités d'accueil aux migrantEs et à semer la peur au sein des acteurs qui organisent la solidarité.

Le crime ? Avoir favorisé le mariage d'une jeune femme immigrée, encourageant le risque d'expulsion, avec un homme âgé de son village.

Législation ubuesque

L'aide à l'immigration illégale est désormais devenu le chef d'accusation adressé à la fois aux organisations criminelles et aux initiatives humanitaires. L'ambiguïté est ici directement inscrite dans la loi Turco-Napolitano promulguée en 1998 (pendant le premier gouvernement de centre-gauche de Romano Prodi) puis modifiée quelques années après par les alliés berlusconiens d'extrême droite à travers la loi Bossi-Fini qui augmente les sanctions et en élargit l'application.

Le fait que le profit ne soit pas conçu comme un élément constitutif du crime, mais uniquement comme une circonstance aggravante, entretient une absurde confusion entre les acteurs humanitaires et les mafias car ce qui est ici criminalisé est



WIKIMEDIA COMMONS

l'aide des migrantEs à passer les frontières. Dès lors les opérations de secours en mer doivent constamment être prouvées. Le contexte humanitaire est donc réduit à une clause qui peut être reconnue ou pas à partir des circonstances. Les mises en examen d'acteurEs de ces sauvetages en mer comptent désormais par dizaines : cela a été notamment le cas pour Carola Rackete, pour qui les accusations avaient été démontées par la Cour de cassation.

Cette fois la situation est d'autant plus paradoxale. En Calabre, dans une terre gangrenée par la Ndrangheta (mafia calabraise), où l'accès à

des besoins essentiels comme l'eau, la santé publique ou les infrastructures, n'est pas garanti, la condamnation de l'ex maire de Riace produit un rire amer. Celui-ci se transforme rapidement en indignation et colère, au moins pour tous ceux et toutes celles qui, dans le pays, ne tolèrent plus une telle barbarie et pensaient au moins pouvoir avoir confiance dans l'institution judiciaire.

Un modèle de solidarité dans le viseur

Lucano s'appretait à clôturer la campagne de la liste « Une autre Calabre est possible ». Dès la fin des années 1990, il s'était engagé dans

le projet Riace qui avait bénéficié de l'aide de dizaines d'associations et d'une communauté anarchiste. Il créa ensuite Recosol, un réseau de communes solidaires qui soutenaient cette initiative d'accueil aux migrantEs. C'est précisément ce modèle collectif et solidaire, se heurtant à une gestion inhumaine des mouvements de populations, qui a été frappé, car il montre l'existence d'une alternative à la politique d'exclusion et d'expulsions des plus démunis.

Mais les idées font leur chemin, peu importe les obstacles qu'elles rencontrent. Le projet de Mimmo Lucano répond en effet également à la volonté de résistance des zones internes du Sud, abandonnées, sous-peuplées et de plus en plus exposées aux risques du changement climatique. Pendant qu'en Italie on cible les acteurEs de la solidarité, les morts en Méditerranée ne s'arrêtent pas. Dans un récent communiqué, l'Organisation internationale pour les migrants (OIM) s'est dit « extrêmement préoccupée » par la forte augmentation du nombre de morts sur la route des Canaries. Mais toutes les morts ne se valent pas, ainsi que les êtres humains, certains d'entre eux étant plus égaux que les autres.

Hélène Marra

CONTRE-SOMMET AFRIQUE-FRANCE À MONTPELLIER DU 6 AU 10 OCTOBRE

EN FINIR AVEC LA FRANÇAÏRIE

EN PARALLÈLE D'UN SOMMET AFRIQUE-FRANCE RELOOKÉ, ORGANISATION D'UN CONTRE-SOMMET À MONTPELLIER DU 6 AU 10 OCTOBRE

Du 6 au 10 octobre prochains à Montpellier, un collectif d'associations, de syndicats et de partis politiques organise un contre-sommet pour dénoncer la Françafrique et jeter la lumière sur la face cachée du « Nouveau Sommet Afrique-France » qui se tient le 8 octobre.

Conférences, ateliers et manifestations viendront rythmer ces journées de mobilisation contre un sommet dont le relookage, devenu indispensable pour coller aux discours de « rupture » du moment, illustre une offensive de communication plutôt qu'un réel changement de la politique française en Afrique.

Macron dans la continuité de ses prédécesseurs

Le contre-sommet Afrique-France a pour principal objectif de mettre en lumière la continuité de la politique française sur le continent africain, par delà les ravalements de façade entrepris récemment par l'Élysée. À travers une analyse des volets économiques, militaires et anti-migrantEs de cette politique, ces rendez-vous montreront en effet que la politique de la France vis-à-vis de l'Afrique n'a pas plus changé de cap durant le quinquennat d'Emmanuel Macron que durant ceux de ses prédécesseurs, qui revendiquaient pourtant aussi une « rupture » avec la Françafrique, trop vite résumée au « Foccartisme ». Les piliers institutionnels de cette politique restent inébranlés : des liens militaires, monétaires, diplomatiques et financiers « privilégiés » unissent encore

la France et des régimes autocratiques et corrompus, on l'a encore vu récemment au Tchad. Cette étroite relation sert aussi des intérêts privés, ceux de grands groupes comme Bolloré, Orange, Castel ou Total dont les positions sur le continent se sont renforcées alors que l'immense majorité des populations locales luttent au quotidien pour leur survie. Ce sommet, censé « réinventer la relation franco-africaine » selon le gouvernement, s'inscrit dans une vaste offensive de communication destinée à occulter cette continuité.

« Tout changer pour que rien ne change »

Au cours de ces dernières années, les annonces présidentielles au sujet de la politique africaine de la France ont été volontairement frappantes : restitution d'œuvres d'art, réforme du franc CFA, politique mémorielle, fin prochaine de l'opération Barkhane... Loin de retourner la table, le président Macron cherche à « tout changer pour que rien ne change ». Ces annonces ne sont de fait que peu suivies d'effet. En quatre ans, une infime part des œuvres d'art spoliées ont été rendues à des pays africains. La politique mémorielle est à géométrie variable puisque les crimes de la colonisation ou l'appui

aux génocidaires rwandais ne sont évoqués que pour appeler à mieux tourner la page, sans en tirer de leçon pour la politique africaine de la France et l'imaginaire colonial qui continue de l'irriguer. La réforme du franc CFA, qui a au passage fragilisé les initiatives en faveur de la future monnaie ouest-africaine Eco, garantit toujours un rôle central à la France dans la politique monétaire des pays du « pré carré ». Quant à la fin annoncée de l'opération Barkhane, elle s'inscrit, comme les précédentes réformes du maillage militaire en Afrique, dans un redéploiement opérationnel visant à conserver ou renforcer l'influence française à moindres frais, par le biais de la coopération militaire et de l'action des forces spéciales.

Opération séduction à destination de la jeunesse africaine

Ces annonces pompeuses ne font pas rupture. Mais elles permettent à la France, de plus en plus confrontée à la colère des rues africaines, de mener une opération séduction à destination de la jeunesse africaine, dans un contexte de concurrence internationale accrue. Ainsi, le président Macron cherche à se démarquer de ses prédécesseurs en renouvelant symboliquement

les vieux sommets franco-africains, pour mettre à l'honneur « la jeunesse et les acteurs issus de la diaspora, de l'entrepreneuriat, du monde culturel et sportif ». Ces mêmes individus jetés sur les routes dangereuses de l'émigration clandestine faute de visa et de perspectives. Ou encore ces étudiantEs à qui le gouvernement d'Édouard Philippe a voulu imposer en 2018 une augmentation de 1500% des frais d'inscription à l'université dans le cadre d'un projet cyniquement intitulé « Bienvenue en France ». Et même si lors de ces « dialogues Afrique-France », certainEs participantEs interpellent le président français sur la réalité crue de sa politique, le format – déjà expérimenté en France avec le grand débat national – offrira à ce dernier une tribune idéale pour dérouler, sans contradiction, le storytelling d'une relation renouvelée. Ce « Nouveau Sommet Afrique-France » n'est qu'une nouvelle déclinaison de la politique de relations publiques présidentielle. Or, derrière la poudre de perlimpimpin macronienne, la Françafrique reste d'actualité. L'objectif du contre-sommet Afrique-France est de le rappeler et de le montrer.

Le collectif du contre-sommet Afrique-France

RETOUR SUR LE PRÉTENDU «

Le 18 mai dernier a eu lieu à Paris un sommet rassemblant autour du président Macron plusieurs chefs d'État africains, des responsables européens et des représentants des institutions financières internationales. Cette rencontre avait pour objectif de trouver de nouvelles sources de financement pour le continent. Présenté comme une solution novatrice, le New Deal vanté par Macron s'inscrit en réalité dans la droite ligne des politiques néolibérales en grande partie responsables des faiblesses structurelles des économies africaines.¹

La France a accueilli le 18 mai, à l'invitation du président français, Emmanuel Macron, un Sommet sur le financement des économies d'Afrique subsaharienne avec une quinzaine de chefs d'État africains, ainsi que des responsables européens et d'institutions financières et commerciales internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

Grave crise économique

Il s'est agi, officiellement, de venir en aide à un continent pour lequel la pandémie s'est surtout manifestée sous la forme d'une grave crise économique encore pire que celle de 2008. Il a ainsi vu une contraction son PIB de 2,1%, une première depuis 25 ans, mais aussi une chute des investissements directs étrangers ainsi que des transferts de fonds de la diaspora qui constituent une des principales sources de financement du continent, au moins deux fois plus que l'aide publique au développement. Selon le FMI, ces pays pourraient se trouver face à un déficit de financement de 290 milliards de dollars US d'ici 2023 alors que, pour faire face aux effets de la pandémie, ils pourraient avoir besoin de 425 milliards d'ici à 2025.

Cela s'est inévitablement traduit par des conséquences sociales terribles : alors que la pauvreté était en baisse régulière depuis deux décennies sur le continent, selon la Banque africaine de développement (BAD), plus de 39 millions d'AfricainEs supplémentaires pourraient tomber d'ici la fin de l'année sous le seuil d'extrême pauvreté (1,90 dollar par jour), se rajoutant aux 30 millions de l'an dernier pour atteindre un total de 465 millions de personnes, soit près de 35% de la population du continent.

Un « New Deal », vraiment ?

Au vu de cette situation et de ces perspectives, le principe d'un sommet consacré à l'Afrique n'était pas dénué de sens et pouvait faire écho aux nombreux appels lancés depuis un an, y compris par les sociétés civiles africaines. Sauf que, depuis le début de la crise sanitaire mondiale, ce n'est pas la première fois que le président français feint de plaider en faveur de l'Afrique. Il y a un peu plus d'un an, il a ainsi, à plusieurs reprises, lancé un appel pour une « annulation massive » des dettes africaines. Mais, dans les faits, force est de constater que la France n'a cessé d'œuvrer dans un sens contraire. Cette fois-ci, avec ce nouveau sommet, il s'agissait pour Emmanuel Macron de mettre en place « un New Deal du financement de

l'Afrique » reposant notamment « sur des solutions profondément novatrices ». Faut-il vraiment croire le président français sur parole ? Il est permis d'en douter. Les solutions envisagées n'ont rien de « novatrices », elles sont dans la droite ligne des remèdes infligés depuis des décennies, responsables des faiblesses structurelles des pays africains. Elles les ont notamment enfermés dans un modèle extractiviste ravageur et peu rémunérateur qui les rend, de surcroît, dépendants et extrêmement vulnérables aux chocs exogènes, comme on a encore pu le constater récemment lors de la chute du cours des matières premières.

Des recettes éculées

Ce « New Deal » macronien est une déclinaison du « Consensus de Paris » exposée en novembre dernier, lors d'un entretien du président français au Grand Continent. Comme souvent avec Emmanuel Macron, sous un emballage se voulant disruptif, ce sont les mêmes recettes libérales éculées qui sont servies : il s'agit ici, en l'occurrence, malgré les dénégations, de remettre encore plus le sort des économies africaines entre les mains d'intérêts privés et de la finance. On s'en doute, leur préoccupation première n'est pas la philanthropie ou l'intérêt public mais le rendement de leurs investissements. L'un des outils de prédilection de cette politique ce sont les partenariats public-privé (PPP), ces conventions par lesquelles le financement et la gestion de services publics sont confiés à des prestataires privés. Décriés en Europe, notamment par la Cour des comptes européenne (CCE) pour qui ils « ne peuvent être considérés comme une option économiquement viable pour la fourniture d'infrastructures publiques », et en France, où la Cour des comptes a fustigé son coût et « son insoutenabilité financière », amenant le gouvernement d'Emmanuel Macron à y renoncer, les PPP font pourtant encore l'objet d'une large promotion, y compris par la France, par le truchement de l'Agence française de développement (AFD), auprès des pays africains.

« Mission civilisatrice »

Plus profondément, derrière un laïus qui se veut moderne, se niche une vision du développement archaïque. Celle qui domine depuis le discours d'investiture de Harry Truman de janvier 1949 et qui le réduit à une dimension économique et comptable dominant aux pays du Nord vis-à-vis de ceux du Sud un objectif messianique prenant le relais de la « mission civilisatrice » du temps des colonies. Non seulement la logique qui sous-tend le sommet de Paris est

«NEW DEAL» DE MACRON POUR L'AFRIQUE

LA FRANÇAIFRIQUE: HISTOIRE ET ACTUALITÉS

Vous avez dit «Françaifrique» ?

Le terme de «Françaifrique» a d'abord été forgé par le président-autocrate Félix Houphouët-Boigny. L'homme, qui a régné en «patriarche» sur la Côte d'Ivoire depuis son indépendance en 1960 jusqu'à sa mort en 1993, était le partisan d'une très étroite coopération avec l'expansion coloniale. Les intérêts économiques français étaient bien servis par lui, mais il y en avait aussi pour la classe politique française. L'homme est allé jusqu'à recevoir à plusieurs reprises un certain Jean-Marie Le Pen... Dans la bouche de son inventeur, le terme de «Françaifrique» devait signifier l'amour éternel et l'esprit d'étroite coopération qui existeraient entre la France et les élites dans ses ex-colonies africaines.

«Le plus long scandale de la République»

Plus tard, le mot a connu une seconde carrière, puisque l'écrivain – et ancien président de l'association Survie – François-Xavier Verschave a intitulé son livre publié en 1998 *la Françaifrique*, avec pour sous-titre *«Le plus long scandale de la République»*. Aux yeux de l'auteur, il s'agissait de décrire un système politico-économique aux soubassements criminels qui avait été créé lors de l'indépendance formelle des anciennes colonies françaises, notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. La plupart de ces pays ont acquis leur souveraineté formelle entre 1958 pour la Guinée-Conakry et 1977 pour Djibouti. Mais le système «françaifricain», fondé sous la présidence de De Gaulle et supervisé par son conseiller Jacques Foccart, a servi à détourner cette indépendance pourtant célébrée officiellement. Il s'agissait de maintenir un contrôle étroit sur l'accès aux matières premières dans les ex-colonies, de sélectionner le personnel politique destiné à diriger les nouveaux États, et de maintenir un accès permanent à ces pays pour l'armée française. Une série d'accords bilatéraux ont ainsi été signés dans les années 1960. Ils garantissaient un accord privilégié aux «ressources stratégiques» et le maintien de bases militaires françaises. À l'évidence, ce système a servi d'abord aux grandes entreprises françaises, au premier rang desquelles il faudra citer Elf (devenu Total) pour le pétrole, ainsi que le

groupe Bolloré pour les transports et les infrastructures.

Une longue histoire de domination

Des membres du personnel politique des pays concernés qui souhaitaient se débarrasser du système l'ont souvent payé très cher. Un certain nombre de protagonistes politiques ont ainsi été assassinés sous impulsion directe des dirigeants français. Ainsi le président élu du Togo, Sylvanus Olympio assassiné en 1963 (depuis, une même famille est restée au pouvoir : Gnassingbé Eyadema jusqu'en 2005, puis, depuis sa mort, son fils Faure Gnassingbé). Au Mali, le premier président après l'indépendance, Modibo Keita, aux orientations socialistes, a été débarqué par un coup d'État militaire en 1968. Ces deux présidents avaient tous les deux eu le tort de vouloir sortir de l'union monétaire avec la France, le fameux « franc CFA ». Oui, ce système existe bel et bien. Il est vrai que dans le discours politique et médiatique dominant, il a d'abord été présenté comme un fantôme... Puis des journalistes proches des élites dominantes (ainsi Antoine Glaser, autoproclamé expert en la matière) se sont emparés du terme de « Françaifrique » pour admettre que ça a dû exister... mais uniquement dans le passé!

Ce système a en réalité la peau dure, bien qu'il ait changé de forme et de mode de fonctionnement. Auparavant, les fondations de la « Françaifrique » étaient en bonne partie étatiques. Cela a évolué sous l'emprise des privatisations et de la « mondialisation » capitaliste.

Deux piliers de la Françaifrique: l'armée et la monnaie

Les deux piliers de la « Françaifrique » que sont la présence de l'armée française et le contrôle monétaire (avec la monnaie commune CFA) sont toujours en place. Le nombre de bases militaires permanentes françaises a certes été réduit. On en compte aujourd'hui deux principales, à Libreville (Gabon) pour la façade atlantique et à Djibouti pour l'Afrique de l'Est. Mais les « capacités de projection » aériennes actuelles font que c'est largement suffisant pour couvrir une grande partie du continent. Une troisième grande

base, à Dakar, a été restituée en 2011 à l'État sénégalais... mais avec le maintien permanent sur place de 350 soldats français!

Le sigle « CFA » désignait initialement « les colonies françaises d'Afrique ». Le sigle a toujours été maintenu, même si le nom a été pudiquement transformé: « Coopération financière en Afrique » ou « Communauté financière d'Afrique », selon la version de l'Union monétaire (puisque'il en existe deux: une avec l'Afrique occidentale, l'autre avec l'Afrique centrale). Et ce n'est pas le supposé « remplacement » du Franc CFA qui va changer les choses. Comme le rappelle le CADTM et Survie: « *La prétendue fin du Franc CFA (uniquement pour les 8 États membres de l'UEMOA, Union économique et monétaire ouest-africaine) actée et votée par l'Assemblée nationale puis le Sénat en décembre et janvier dernier, confine à la galéjade. En effet, dans ce mauvais tour de prestidigitation, Emmanuel Macron a juste essayé de détourner l'attention en agitant le changement de nom en ECO pour tenter de faire croire qu'il avait vraiment fait disparaître deux des dispositions du système Franc CFA les plus dénoncées par les Africains, la représentation française dans les instances de décision et le compte d'opération, alors que les deux sont en fait maintenues sous d'autres formes. Sans compter qu'aucune des autres dispositions fondamentales de ce système n'a été touchée. Bref, sur le fond, rien n'a changé: la France garde le contrôle de cette monnaie.* »¹

En finir avec la Françaifrique

Nous militons pour la fin de la domination néocoloniale en Afrique, ce qui passe par une suppression des bases militaires françaises, la reconnaissance de la souveraineté économique des pays africains, la fin du soutien aux dictatures et des ingérences, officielles ou officieuses, mais toujours au nom des seuls « intérêts de la France » dans les processus politiques et sociaux du continent. Nous défendons aussi la liberté de circulation et d'installation entre l'Europe et l'Afrique. Enfin, nous nous battons pour l'expropriation des groupes participant au pillage, au premier rang desquels se situent Total et le groupe Bolloré.

¹ – CADTM et Survie, « Le véritable New Deal avec l'Afrique c'est d'en finir avec son pillage et le néocolonialisme! », 21 mai 2021.



DR

dangereuse pour les pays africains, mais elle est évitée soigneusement d'aborder et d'interroger les causes profondes et premières de leur situation désastreuse. Les fondements sur lesquels reposait ce sommet laissaient donc peu augurer de son succès du point de vue des populations africaines. D'autant moins qu'il n'était pas du tout question de s'attaquer aux causes profondes du désastre africain. Certes, on pourrait, à raison, rappeler que la situation catastrophique dans laquelle sont la plupart des pays africains est en bonne partie liée au fait qu'ils souffrent de la mauvaise gouvernance de dirigeants souvent illégitimes et d'abord mus par leurs intérêts propres, mais, en fait, cette situation d'extrême faiblesse s'explique d'abord par l'histoire séculaire de la construction de mécanismes de domination et d'exploitation par les grandes puissances.

CADTM et Survie

1 – Extrait de « Le véritable New Deal avec l'Afrique c'est d'en finir avec son pillage et le néocolonialisme! », 26 mai 2021.

LE PROGRAMME DU CONTRE-SOMMET AFRIQUE-FRANCE À MONTPELLIER

PROGRAMME



Participation aux conférences sur inscription : via le site de la Carmagnole sur la page de l'évènement, à partir du 23/9/21.

Mercredi 6 octobre - 20h à La Carmagnole

Conférence Bernard Mounier : « Les dérives de l'aide française au développement, entre business et corruption » (animé par ATTAC)



Jeudi 7 octobre - 20h à La Carmagnole

Conférence Mireille Fanon Mendès-France : « Frantz Fanon, de l'anticolonialisme à la pensée décoloniale » (animé par l'UJFP)



Vendredi 8 octobre à La Carmagnole

Ateliers animés par les associations de la Marche des Solidarités :

- * 10h30 : Comment devient-on sans papiers ?
- * 14h : la méditerranée militarisée avec Bichra Ben Nia
- * 18h : violences policières sur les migrants avec Anzoumane Sissoko, Alain Charlemagne, Kone Brehma



20h : Conférence Aziz Fall : « Lutte contre l'impunité : Sankara et panafricanisme » (animé par le Comité Thomas Sankara 34)



12h30-13h30 allée Thomas Sankara (Antigone) Rassemblement de soutien à l'ouverture, enfin, du procès des assassins de Thomas Sankara, 34 ans après.

Samedi 9 octobre - Conférences à la Carmagnole

10h : Fanny Pigeaud « Franc CFA - Domination économique » (animée par les Amis du Monde diplomatique)



11h30 : Raphael Granvaud : « Présence militaire française en Afrique » (animé par Survie)



15h : Manifestation - Départ plan Cabanes

Pour dénoncer la Françaifrique et les dessous du sommet Afrique-France organisé par Macron et Delafosse à Montpellier. Françaifrique : Il est fini le temps des colonies ! Et on termine la manif en musique !



Dimanche 10 octobre : 10h - Balade décoloniale

Départ Odysseum - Place des grands hommes. Trajet en tram avec arrêts stratégiques. Arrivée à la Carmagnole. Par André Rosevegue (UJFP)



Expo Carmagnole : 12 panneaux sur le colonialisme préparés par la FASTI et les caricatures de Karak



La Carmagnole : 10 Rue Haguenot (Figuerolles) - Montpellier <https://lacarmagnole.fr>

REPENTANCE



TRANSPORTS

Après cinq semaines, la grève continue de s'étendre à Transdev

Sur le piquet de Vaux-le-Pénil en Seine-et-Marne, chaque fût symbolise une semaine de grève. Ce sont six braseros qui ont été installés ce lundi 4 octobre : un peu d'anticipation pour montrer la détermination.

Dans la zone de Melun comme à Sénart (77), la direction du groupe Transdev a tenté des négociations par dépôt. In extremis, vendredi dernier, elle a fait mine de céder sur une des revendications fondamentales : que chaque heure passée au travail soit payée. Avec une arnaque qui l'autorisait cependant à ne pas payer les heures supplémentaires. Le tour de passe-passe n'a pas pris et, à l'unanimité, les grévistes ont rejeté la proposition et entamé la 5^e semaine de grève.

Pas question de céder pour des miettes

Même si chacun a un œil sur ses finances, ce qui domine c'est que la grève continue de s'étendre. Cette semaine a été riche en bonnes nouvelles venues de régions : Bouguenais (44), Toulouse, Lyon, Bretagne... les préavis de grève et les mouvements ponctuels ou illimités se multiplient. Chez Transdev, Keolis ou RATP Dev peu importe, c'est tout le monde du transport public qui est touché. Avec à chaque fois les mêmes causes : l'offensive patronale pour augmenter le temps de travail et les cadences sans augmenter les salaires, voire en baissant les primes. Parfois cette offensive prend la forme juridique des appels d'offres comme en Île-de-France, d'autre fois ce sont des accords de performance collective (APC). Peu importe la manière, l'enjeu est que les grands groupes se gavent !

Dans ces conditions, pas question de céder pour des miettes. Les grévistes de Transdev Île-de-France ne sont pas des moineaux, mais des salariéEs qui ont lancé un mouvement qui prend une ampleur nationale. Le 5 octobre, ils avaient prévu de se montrer dans les cortèges parisiens avec leurs banderoles. Le 6 octobre, convergence vers le dépôt de Chelles (77) qui entre dans la danse. Et le 7 octobre déplacement pour s'adresser aux conducteurEs du plus grand dépôt Transdev d'Île-de-France, à Villepinte, pour les inviter à rejoindre le mouvement.

Transdev sent la pression. Le directeur régional qui a concocté l'accord « socle » scélérat qui permet cette offensive contre les conditions de travail en Île-de-France a été débarqué la semaine dernière. À chaque dépôt qui bascule dans la grève, c'est tout l'édifice de la fausse ouverture à la concurrence qui en prend un coup. Jusqu'à ce que Transdev cède et acte une défaite qui sera aussi celle des deux autres grands patrons du secteur, Keolis/SNCF et la RATP.

Correspondant

ASSISES DE LA SANTÉ MENTALE ET DE LA PSYCHIATRIE
Une mise en scène déconnectée des attentes des professionnelEs et de la population

Les 27 et 28 septembre se tenaient les assises de la santé mentale et de la psychiatrie, organisées par le ministre Olivier Véran et le professeur Franck Bellivier, délégué ministériel en charge de la psychiatrie. Ces deux jours ont offert une tribune à nombre de psychiatres, responsables d'agences régionales de santé et éluEs, qui ont participé activement au démantèlement de la psychiatrie publique de secteur¹ ces dernières années.



À l'issue des assises, le Printemps de la psychiatrie² a dénoncé une mascarade, une absence de concertation avec les acteurEs de terrain.

Effets d'annonce

Dès le premier jour, le ministre de la Santé a annoncé la mise en place d'un numéro vert pour la prévention du suicide. La population manque de psychiatres et d'infirmierEs pour les accueillir, Véran prend le problème à bras-le-corps et ouvre une ligne téléphonique ! L'urgence, pour prévenir le suicide et la souffrance psychique, c'est bien le renforcement des moyens en personnel

dans les centres médico psychologiques (CMP). Les CMP sont des lieux de soins publics regroupant psychiatres, psychologues, infirmierEs et équipe pluridisciplinaire, au plus près de la population. Les moyens alloués aux CMP ne permettent plus aujourd'hui d'accueillir la population dans des délais raisonnables, il faut bien souvent attendre plusieurs mois avant de pouvoir bénéficier d'un premier rendez-vous. Véran annonce bien 400 créations de postes dans les CMP adultes, 400 créations de postes dans les CMP de pédopsychiatrie. Mais on compte près de 2000 CMP sur le territoire, soit moins de 0,4 poste par structure, une goutte d'eau !

Alors que les CMP sont débordés, que les hôpitaux psychiatriques manquent de lits et de personnel, Macron et Véran répondent « solutions innovantes », « télé-médecine »...

«Rentabiliser» les soins ?

Macron, en campagne électorale, a fait le déplacement aux assises pour prononcer le discours de clôture, et annoncer devant les caméras le remboursement des consultations de psychologues libéraux, sur indication médicale, à 30 euros. Ce dispositif, qui ne satisfait personne, pas même les psychologues, ne permettra pas de répondre à la demande de soins de manière aussi efficace que les CMP de secteur et leurs équipes pluridisciplinaires. Derrière les assises de la psychiatrie, on retrouve le lobbying actif de la fondation Fondamental (largement subventionnée par les laboratoires pharmaceutiques, Bouygues ou encore Dassault) et de l'institut

Montaigne (think thank néolibéral). Promotion quasi exclusive des neurosciences, rejet de l'approche psychodynamique/psychanalytique...

Ces assises ont ainsi fait la part belle aux plateformes « d'évaluation », aux filières « spécialisées », qui réduisent la souffrance psychique aux seuls symptômes. Cerise sur le gâteau, Olivier Véran a confirmé la mise en place d'un nouveau mode de financement pour les établissements psychiatriques à compter du 1^{er} janvier 2022, un nouveau mode de tarification, par « compartiments », dans la logique gestionnaire de la tarification à l'activité qui, depuis des années, a contribué à transformer les hôpitaux en entreprises. Cette réforme va accentuer le contrôle des ARS sur les politiques de soins. Comme dans les CHU et les hôpitaux généraux, la tarification des actes différenciée incitera les établissements à pratiquer surtout les soins plus « rentables » !

Défendre des soins sur mesure contre le low cost standardisé

Mardi 28 septembre, au moment même où se clôturaient les assises, une manifestation réunissant les psychologues sur leurs propres revendications (lire ci-dessous), mais aussi le Printemps de la Psychiatrie, Sud et la CGT, se tenait devant le ministère de la Santé pour faire entendre une autre voix, celle de la défense d'un soin psychique « accueillant » la folie, et ne la « traitant » pas seulement à coups de médicaments, de « protocoles » standardisés. Première étape d'un renouveau des luttes en psychiatrie ?

CorrespondantEs

1 – Le secteur de psychiatrie est une réponse globale, gratuite, publique, avec pour pivot l'équipe de soin présente sur le territoire, travaillant en lien avec les acteurs soignants, sociaux, complétée par un recours possible à l'hospitalisation si elle s'avère nécessaire.

2 – Printemps de la Psychiatrie, pour un renouveau des soins psychiques : <https://printempsdelapsychiatrie.org/>

MANIFESTATION ANTINUCLÉAIRE AU BUGEY (01)



Près de 700 manifestantEs se sont retrouvés au Bugey le 3 octobre, sous une pluie battante, pour exiger l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de quarante ans et le refus des EPR au Bugey mais aussi à Flamanville, au Tricastin et partout ailleurs. Présence d'éluEs de la FI et de Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle, ainsi que des comités de soutien à la lutte de Bure en nombre, en passant par Arrêt du nucléaire, le réseau SDN, le NPA, la FI, la CNT, Greenpeace, Stop Tricastin, Stop Bugey... la liste est longue. Témoignage que la bataille antinucléaire est des plus unitaires.

SANTÉ Psychologues mobiliséEs !

Mardi 28 septembre avait lieu une journée nationale de grève des psychologues. Des rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes à l'appel de quatre organisations (SNP, CGT-UFMICT, SIUERPP et FFPP). Cette mobilisation se déroulait à l'occasion du dernier jour des assises de la santé mentale et de la psychiatrie (lire ci-dessus).

Ces assises avaient lieu dans le contexte de la crise sanitaire où l'accès aux soins psychiatriques s'est encore dégradé.

L'accueil et le suivi des patientEs ayant besoin de soins a été plus difficile et les temps d'attente se sont allongés, alors même que le nombre de malades

Bergams fait partie du groupe Norac, qui compte plusieurs filiales en France et dans d'autres pays européens et aux États-Unis. Avec une fortune de 260 millions d'euros, son patron, Bruno Caron, fait partie des 500 plus grosses fortunes de France.

Salaires en baisse, conditions de travail dégradées

Les salariéEs ont perdu de 300 à 800 euros de salaire par mois à la suite de l'APC (accord de performance collective) qui a été signé en septembre 2020 par les syndicats CFDT, CFTC et CGC, puis entériné par un vote – à peine – majoritaire des salariéEs. La direction a pu imposer ces accords à la faveur de la baisse de commandes entraînées par le covid, et en agitant des menaces de licenciements, voire de fermeture de l'entreprise pendant les confinements. Elle a usé de toutes les manœuvres pour faire voter les salariéEs en faveur de l'accord, organisant par exemple des réunions par groupes de 10, d'une même origine géographique, sans les délégués syndicaux, en leur racontant ce qu'elle voulait et en exerçant son chantage.

Grâce à cet accord, elle a fait baisser les salaires et droits des salariéEs au plus bas de ce qui existait comme statut à Bergams. Cette société avait repris, il y a une dizaine d'années, plusieurs petites entreprises, en annulant par exemple l'ancienneté, en supprimant des primes de travail le dimanche et les jours fériés : certainEs salariéEs ont perdu jusqu'à 800 euros dans l'affaire et touTEs au moins 200-300 euros. « Grâce »

RESTAURATION **Déjà trois semaines de grève à Bergams (Grigny)**

Depuis le 13 septembre, les ouvrières et ouvriers de Bergams à Grigny (Essonne), une entreprise de 300 salariéEs qui confectionne, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, sandwiches, salades et plats cuisinés pour Air France, Relay et Starbucks entre autres, sont en grève.



DR

à cet accord de compétitivité et avec l'annualisation des heures de travail, ils et elles peuvent travailler jusqu'à 42 heures par semaine, théoriquement payées à la fin de l'année. Mais la direction se débrouille pour ne pas avoir à le faire en diminuant les horaires à ce moment-là. Ce qui ne l'empêche pas d'embaucher des intérimaires et de bénéficier des aides de l'État, qui finance aussi en plus le chômage partiel grâce à l'ARME (activité réduite pour le maintien en emploi). Les grévistes demandent l'annulation de l'APC et de l'ARME, des embauches en CDI, l'augmentation des salaires, le respect, l'arrêt des pratiques racistes.

La dignité face au mépris et à l'arrogance

Cela fait maintenant trois semaines que les Bergams sont en grève, à près de 100% à la production et à la mise en emballages et sur palettes. Les quatre coins du monde sont représentés, Asie du Sud-Est, Maghreb, Afrique subsaharienne, Chine... à l'image de la population de Grigny et d'une grande partie de la classe ouvrière en France ! Les piquets de grève sont assurés en permanence : la nuit et le matin très tôt assez peu nombreux, renforcés dans la journée, après l'ouverture des écoles, par les femmes qui sont plus de 70% à la production dans l'usine.

La direction, qui a intenté un référé contre les grévistes en les accusant d'empêcher les salariéEs de travailler, en a été pour ses frais. Elle n'a pas eu satisfaction mais le jugement est reporté au 22 octobre. Une petite revanche sur leur mépris et un encouragement à ne pas lâcher la grève.

À ce jugement, un médiateur a été nommé. Venu rencontrer les grévistes puis la direction, celui-ci a jeté l'éponge en fin de semaine et demande une médiation par l'inspection du travail.

La direction, qui n'a depuis trois semaines proposé aucune rencontre aux salariéEs grévistes, exige pour entamer l'ouverture de discussion, que les salariéEs abandonnent le piquet de grève. Quelle arrogance et quel mépris, après avoir jeté ces travailleurEs dans la misère, elle voudrait leur faire laisser leurs exigences à un travail digne !

À ce jour, les salariéEs, toujours unis, refusent la reprise du travail et reçoivent la solidarité de militantEs de leurs syndicats et de travailleurEs autour d'eux.

CorrespondantEs

Ils et elles ont ouvert une caisse de grève : cotizup.com/solidarite-grévistes

AUTOMOBILE **Refus des provocations patronales**

À l'usine PSA de Rennes la Janaïs, les 10 samedis annoncés travaillés d'ici au 18 décembre ne passent pas, alors que l'usine tourne au ralenti en semaine, en raison de la pénurie de semi-conducteurs. Et cela passe d'autant moins que cela se cumule avec les faibles salaires reçus fin septembre : 300 euros perdus en moyenne. Par exemple 1249 euros net avec 17 ans d'ancienneté ; mais il y a pire, avec des contrats pro qui n'ont touché que 900 euros.

Débrayages réussis

Résultat : à l'initiative de la CGT, rejointe par les autres syndicats, un débrayage réussi vendredi 1^{er} octobre avec 100 ouvriers au montage et 50 au ferrage. La

Chez PSA et Renault, mobilisations des salariéEs contre les attaques patronales.



DR

production a été bloquée. Le débrayage a été popularisé dans les autres usines PSA confrontées au même type d'attaques.

Un encouragement à résister aux mauvais coups patronaux. Chez Renault, après l'annonce des 2000 nouvelles suppressions

d'emplois dans l'ingénierie tertiaire, c'est la flexibilité que la boîte veut encore partout aggraver. Dans l'usine de Cléon les plans de la direction annoncés dans les réunions d'unités élémentaires de travail (UET) ont entraîné la colère. La CGT de l'usine de Cléon a appelé lundi 4 octobre à des débrayages et des assemblées générales pour les trois équipes. Un total de 900 ouvrierEs a participé aux débrayages. Un succès marquant un refus massif des propositions de la direction. Aujourd'hui c'est un réveil qui témoigne d'un changement de climat. Trouvons les moyens de bloquer ensemble les mauvais coups patronaux.

Correspondants NPA auto-critique

RACISME **Des mineurs expulsés et gazés au cinéma à Lomme**

Ils étaient sortis pour aller au cinéma. Une activité banale qui a vite tourné au cauchemar.

Quelques minutes après le début du film (Bac Nord), les 17 adolescents, âgés de 11 à 17 ans, ont été obligés de quitter la salle du cinéma Kinepolis (Lomme) à cause d'une attitude jugée trop turbulente. La sortie avait été organisée par la maison de quartier les Moulins à l'initiative des mineurs eux-mêmes qui avaient été accompagnés par deux animatrices du centre.

« Bande de cassos »

L'information a été rendue publique grâce à une enquête de *Médiacités* relayée par *Mediapart*. Les jeunes ont raconté au média local avoir subi des insultes et avoir été malmenés et gazés sans raison apparente par la police.

L'une des animatrices déclare avoir été surprise par l'attitude discriminatoire du vigile qui, dès leur arrivée dans la salle, avait lancé un commentaire inopportun : « Il faudra bien les tenir ». Des pieds sur les sièges, pourtant retirés par les deux jeunes dès la première mise en garde, ont suffi à déclencher la colère du vigile et l'intervention violente des policiers. Les mineurs ont été expulsés par une trentaine de policiers, un déploiement de force surprenant pour une sortie au ciné.

Un jeune de 11 ans a été plaqué contre le mur et s'est fait insulter : « sale puceau », « sale bâtard », raconte l'une des animatrice de la Maison de quartier. « Bande de cassos », « toujours les mêmes »...

Fanny Houssière, directrice de la maison de quartier, a essayé en vain de porter plainte mais elle s'est heurtée au refus de la police du quartier qui, déclare-t-elle, lui a interdit l'accès à l'intérieur du commissariat. Indignées par ce traitement et par une telle violence, la directrice et les animatrices ont décidé d'adresser une lettre au procureur de la République, et de saisir l'IGPN qui a ouvert une enquête.

Elles ont fait preuve d'un grand courage et ne comptent pas lâcher l'affaire : « Ce qu'il s'est passé est grave », déclare la directrice de la maison de quartier.

Ce qui est encore plus consternant est qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé mais d'un phénomène systémique où la violence à la fois physique et symbolique se déploie directement à partir des institutions de la République et de ceux qui devraient la représenter.

Le film qu'auraient dû voir les mineurs, *Bac Nord*, n'était peut être pas le plus adapté pour les armer face au racisme. Bouleversé et indigné par cet épisode, le personnel de la maison de quartier souhaite travailler davantage avec les jeunes et leurs familles afin de les sensibiliser et leur donner des outils pour faire face aux phénomènes de discrimination et de stigmatisation.

Hélène Marra



WIKIMEDIA COMMONS

augmentait. La pandémie, le confinement et ses conséquences financières sur les travailleurEs, ont eu de gros impacts sur la santé psychique de nombreuses personnes. Ainsi, nous avons été plus nombreux à montrer des signes dépressifs, d'état anxieux ou des pensées suicidaires.

Les fausses « solutions » du gouvernement

Mais le fond du problème est le manque de moyens chronique de la psychiatrie, empêchant des prises en charge correctes des patientEs. Dans les CMP les délais d'attente avant le premier rendez-vous peuvent parfois atteindre plusieurs mois. Dans les hôpitaux et autres structures, le nombre de soignantEs (psychologues, psychiatres, infirmierEs) et le manque de moyens

ne permettent plus de proposer des activités adaptées. Il en résulte, depuis plusieurs années, l'augmentation des contentions en psychiatrie.

Face à cela le gouvernement a proposé une « solution » : 10 rendez-vous remboursés chez unE psychologue en libéral. Mais pour y accéder il faut remplir des conditions en termes de symptômes (dépressifs exclusivement) mais aussi que ces rendez-vous soient prescrits par un médecin, puis entérinés par un psychiatre qui fera une évaluation de vos « besoins ». Et si vous arrivez à avoir cette fameuse prescription pour 10 séances sachez que celles-ci dureront uniquement 30 minutes là où la plupart des professionnels recommandent de faire bien plus. Enfin, ces 10 séances seront renouvelables une seule fois, impossible donc de faire un

suivi au long cours. En résultent des soins à deux vitesses : les patientEs aisés pourront continuer à se payer un suivi long et selon des modalités plus souples et éthiques, les patientEs précaires devront passer par ce dispositif de remboursement contraignant et maltraitant.

Cela reflète la volonté du gouvernement de cacher le manque de moyens des CMP et des hôpitaux en renvoyant vers le privé une partie de l'afflux de malades. Cela se fait sur le dos des patientEs eux-mêmes qui n'ont toujours aucune garantie de suivi, mais aussi sur le dos des psychologues, les seulEs à ne pas être consultés sur cette question.

Psychologues méprisés

En effet, il n'y a pas de psychologue au comité d'organisation des assises de la

santé mentale et de la psychiatrie. Et ils et elles n'ont pas été consultés non plus sur la question du remboursement. Qui a donc décidé de leur tarif et du niveau de remboursement ? De la durée de leurs séances ? Des conditions pour y accéder ? Pas les psychologues et encore moins les patientEs ! Est-ce à dire que les psychologues sont contre le remboursement ? Bien au contraire, les organisations syndicales avancent en faveur du remboursement de toutes les séances quels que soient leur motifs, la durée ou le nombre, et ce sans prescription médicale. Mais les psychologues réclament aussi des embauches : il faut augmenter le nombre de postes dans tous les secteurs ! En hôpital, en EHPAD, en CMP, dans les écoles, etc. Les jeunes diplômés peinent souvent à trouver un emploi stable et à temps plein par

manque de postes, ils et elles cumulent donc les emplois à temps partiels et précaires, alors que les besoins sont considérables. Dans le public, ils et elles rejoignent par ailleurs les rangs des professions les moins bien payées, nombreux sont donc celles et ceux qui se trouvent en difficultés après leurs études.

Emmanuel Macron a annoncé la création de 800 postes (de quoi ?) dans les CMP sur près de 2000 établissements existant en France. Mais c'est un investissement massif qu'il faut et rapidement, dans toutes les structures de soin. Si les psychologues travaillent partout, partout ils ne sont pas assez nombreux ! Pour cela il n'y a qu'une solution : se mobiliser pour notre santé à tous et toutes !

Chloé et Aurélie-Anne



Les comités en action!



NPA

6 HEURES DU NPA 33 « Pour débattre de nos luttes et d'un autre monde »

C'était notre première initiative publique large depuis le début de la pandémie. Un moment attendu et apprécié en cette période difficile.

Nous étions un peu plus de 110 malgré les incertitudes jusqu'à peu dues aux contraintes sanitaires et aux hésitations de la mairie. C'était aussi la première initiative réunissant à nouveau l'ensemble des camarades depuis les municipales et les régionales et le choix de certains camarades d'une alliance avec LFI qui nous a divisés. L'occasion d'assumer publiquement nos débats et de discuter de la suite, des responsabilités des révolutionnaires, des perspectives que nous entendons porter, en présence de camarades de LO, de l'UCL et de RP qui ont répondu à notre invitation à tenir une table de presse et ont passé l'après-midi avec nous.

Un système à renverser

Un nouveau public jeune était présent, participant toute la journée aux débats organisés, les discussions se poursuivant largement à l'extérieur autour des stands. Une cinquantaine de camarades ont participé à chacun des deux débats pour discuter des questions qui travaillent celles et ceux qui veulent changer ce monde... La convergence notamment entre les luttes pour l'environnement et les luttes sociales face à la globalité de la déroute du capitalisme... Le lien entre les révoltes qui ont lieu dans de nombreux pays... Comment renverser ce système et prendre le contrôle de ce que l'on produit ?

Et aussi comment augmenter l'audience de nos idées qui devrait être plus importante vu la situation... ainsi que la question de l'unité des révolutionnaires, leurs responsabilités à débattre ensemble pour offrir des perspectives, le manque d'une force politique qui porte l'urgence que la population s'organise elle-même pour gérer rationnellement l'économie. Un camarade revenait sur Mai 68 et la multiplicité des organisations révolutionnaires à l'époque pour dire, qu'aujourd'hui, ce n'est plus possible vu la gravité de la situation. Isabelle Ufferte, de la direction du NPA, et Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle, ont clos la partie politique. Tous deux sont revenus sur la situation sociale, nos perspectives, et les débats qui nous traversent. On peut retrouver en vidéo ces interventions et les introductions aux débats, sur le site www.npa33.org.

Le temps limité de notre après-midi politique appelle à poursuivre les débats soulevés... après ces 6 heures où on s'est aussi régalé des sandwiches et pâtisseries préparés par les camarades, dans une ambiance fraternelle et chaleureuse qui s'est terminée en chansons. Nombreux sont ceux qui ont tenu à donner un coup de main, avec le sentiment qu'on construit ensemble un outil pour nos luttes, et que ça vaut le coup d'en être.

François Minvielle

Le NPA et Philippe Poutou en campagne au cœur des mobilisations

Dans le même temps que les camarades sillonnent les routes à la recherche des parrainages des maires, la campagne politique du NPA est engagée, résolument militante... et radicale.

Les déplacements et les initiatives se multiplient, qu'il s'agisse d'interventions publiques dans des réunions organisées par le NPA, de participation à des manifestations ou de visite de soutien à des salariéEs en lutte.

Rouen, le Bugey, Bailly-Romainvilliers

Côté manifestations, le NPA et Philippe Poutou ont participé à deux importants rendez-vous militants, à Rouen le 26 septembre à l'occasion du deuxième anniversaire de l'incendie de l'usine Lubrizol, et au Bugey lors d'une mobilisation anti-nucléaire (voir page 8). Des initiatives touchant notamment aux problématiques écologiques, à la santé des salariéEs et des riverains, et qui posent la question des dangers de la course aux profits, au mépris de l'environnement et de nos vies. L'occasion de participer à des mobilisations unitaires, de rencontrer des collectifs militants, mais aussi de mettre en discussion un certain nombre des propositions que nous entendons défendre lors de la campagne présidentielle. Autre déplacement, et pas des moindres, avec la visite de Philippe Poutou, le jeudi 30 septembre, aux grévistes de Transdev au dépôt de Bailly-Romainvilliers (77). Les salariéEs se mobilisent face à une attaque en règle contre leurs conditions de travail : augmentation des amplitudes et des cadences des journées de travail, augmentation des temps de coupure non payés, fin des primes et avantages acquis



Avec les grévistes de Transdev le 30 septembre. NPA

par accords locaux... La perte se chiffre entre 3 000 et 6 000 euros annuels pour les nouveaux et nouvelles embauchéEs, le temps passé au travail atteint régulièrement les 45 heures par semaine payées 35 et l'intensification est invivable. Une telle dégradation affecte brutalement la qualité du service rendu aux usagerEs (lire l'article page 8). La visite de Philippe a été l'occasion d'apporter le soutien du NPA aux grévistes, d'essayer de leur donner davantage de visibilité, mais aussi de discuter, entre militantEs, des perspectives de la grève et des moyens de développer le mouvement. Certains grévistes n'étaient pas avares de questions à Philippe concernant la lutte des Ford à Blanquefort : il faut dire que ce n'est pas souvent que l'on rencontre un candidat à la présidentielle qui a animé une longue grève, en tant qu'ouvrier

dans l'automobile, contre un géant de l'automobile!

Un agenda bien rempli

Nous avons déjà eu l'occasion de le souligner : ces déplacements et ces manifestations sont pour nous des éléments essentiels d'une campagne que nous n'imaginons pas coupée des mobilisations sociales, bien au contraire. Nous savons en effet que les élections ne changeront pas la vie, et que c'est par nos luttes que nous pourrions modifier les rapports de forces et obtenir des victoires, petites et grandes. Notre campagne sera donc l'occasion de faire que les luttes s'invitent dans le débat politique, et de porter la perspective de leur nécessaire coordination, de leur indispensable convergence, contre la résignation, contre les divisions que les dominants aiment entretenir et instrumentaliser.

#Poutou2022

Dans les jours et les semaines à venir, la campagne va continuer sur le même rythme, avec d'autres initiatives en perspective : après la mobilisation interprofessionnelle du 5 octobre et une visite aux grévistes de Bergams le 6 octobre (voir l'article page 9), Philippe Poutou sera présent à la manifestation organisée samedi 9 octobre à Montpellier à l'occasion du contre-sommet Afrique-France (lire pages 6-7). Lundi 11 octobre, il se rendra à Aix, en soutien à notre camarade Olivier Sillam, victime de répression judiciaire en raison de ses activités syndicales, puis à Marseille pour une réunion publique. Et d'autres rendez-vous sont déjà prévus, avec une réunion publique à Mansle (16) le 15 octobre, un meeting à Paris le 21 octobre, ou encore une présence le 23 octobre à la manifestation de Lannemezan pour exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah. Autant de dates que l'on pourra peu à peu retrouver, au côté d'autres annonces, dans les agendas en ligne sur les sites nouveauantiparticaliste.org et poutou2022.org.



Agenda

Samedi 9 octobre, réunion publique du NPA avec Armelle Pertus, Blois (41). À 18h30, salle Dorgelès-Préau à Blois.

Lundi 11 octobre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Marseille. À 18h30, Porte d'Aix. Infos sur twitter: @NPA13_

Vendredi 15 octobre, réunion publique avec Philippe Poutou, Mansle (16). À 20h salle Louis-Léaud (derrière la Mairie).

Jeudi 21 octobre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Paris. À 20h à La Bellevilloise, 19-21 rue Boyer (Paris 20°).

#Poutou2022

PARRAINAGES « On peut avoir de bonnes surprises, des maires qui n'ont jamais donné et qui, cette fois, l'envisagent »

Questions à Aline, militante du NPA Jura.

En 2017, tu avais été une des « championnes » dans la recherche des signatures pour Philippe Poutou. Combien de signatures ?

Sur le département, j'avais recueilli 17 signatures. J'avais parcouru près de 5 000 km. Une autre copine en avait trouvé trois.

Qu'en est-il aujourd'hui de ces vingt maires ?

J'ai déjà roulé 2 600 km depuis le 6 juillet. 2020 a été un grand bouleversement : sur 494 communes, 209 ont changé de maires. Sur les 20 maires de 2017, seulement sept maires ont été réélus. Deux ont redonné, un a donné à LO, un a refusé, un revoit son conseil municipal et deux donneront s'il nous en manque à la fin.

Quelles différences avec 2020 ?

Le contact est plus facile, les maires connaissent Philippe. Ils se rappellent tous du débat ! Ils reconnaissent qu'il est légitime à se représenter. Mais beaucoup déplorent la multiplication des candidatures à gauche. Souvent, ils disent vouloir attendre pour avoir le panorama complet des candidatures avant de se prononcer.



Ces nouveaux maires, c'est plus facile ?

Non au contraire ! Ils sont plus jeunes. Ils ont peur de se mettre à dos une partie de leur concitoyens dès le début de ce 1^{er} mandat. Ils craignent les éventuelles représailles quant à l'obtention des subventions du département...

De quoi parlez-vous lors des rencontres avec les maires ?

Dans l'ensemble, on parle très peu de politique, sauf dans de très rares cas. J'insiste sur l'aspect démocratie, pluralisme. Ils sont très préoccupés par la suppression de la taxe d'habitation.

Ils se plaignent qu'elle n'ait pas été compensée totalement. Ils dénoncent l'« excès de paperasserie », l'augmentation des responsabilités, bref trop de boulot !

Et toi, comment vis-tu cette nouvelle campagne ?

C'est toujours aussi stimulant politiquement ! Mais cela demande beaucoup de travail en amont. Il faut préparer les circuits, rechercher sur internet les infos sur le maire et les heures de permanences. C'est très fatiguant. D'autant plus qu'en hiver, dans le nord Jura, ce sont des routes de montagne, souvent enneigées.

Aussi ça serait bien que des équipes de militantEs « d'ailleurs » viennent donner un coup de main avant l'hiver !

Sont-ils visités par d'autres formations politiques ?

Ils reçoivent surtout des appels téléphoniques, des mails, des courriers. Du coup, ils apprécient lorsqu'on se déplace, c'est un point positif dès le départ. Ils sont contactés à gauche par la FI et le PCF aussi. Ce qui réduit automatiquement le nombre de maires susceptible de donner pour Philippe. Moi je fais des tournées de 10 maires. Je n'en vois parfois que trois, je laisse les documents à la mairie ou chez eux. Ensuite je les recontacte par téléphone afin d'obtenir un rendez-vous.

As-tu bon espoir de trouver d'autres signatures ?

Bien sûr ! Mais je ne trouve pas cela forcément plus facile qu'en 2017... Les maires demandent un temps de réflexion plus long. Et puis donner sa signature à la fin, c'est peut-être s'afficher moins ? Ce sera vraiment la question démocratique qu'ils mettront en avant. Donc ils demandent à être recontactés en février, vers la fin. Et on peut aussi avoir de bonnes surprises, des maires qui n'ont jamais donné et qui, cette fois, l'envisagent ! On les aura ! Mais il faut y aller !

Salariés de la culture

Les bibliothécaires en lutte contre le pass!

Depuis la parution des décrets concernant la mise en œuvre du pass sanitaire dans les lieux culturels en juillet-août, leur application dans les bibliothèques municipales a soulevé de nombreuses oppositions chez les agentEs. Ces mobilisations d'abord locales se sont étendues rapidement depuis, jusqu'à un appel national relayé vendredi 1^{er} octobre. Un appel d'autant plus suivi que des victoires partielles mais symboliques et importantes ont déjà pu être arrachées dans certaines régions...

Depuis le début de la crise, les bibliothèques ont été ballottées par les politiques gouvernementales et le plus souvent complètement oubliées par les politiques sanitaires dans le domaine de la culture. Devenues prétendument « essentielles » (moins que les librairies cependant), leur accès est aujourd'hui restreint par un gouvernement qui ne se soucie que des riches et de leurs profits. À l'opposé complet des valeurs portées par les structures d'accès à la lecture publique et leurs agentEs!

La culture doit être accessible à toutes et tous!

Le caractère le plus insupportable pour les agentEs est justement l'application inégale des mesures sanitaires entre, d'une part, bibliothèques nationales ou universitaires et, d'autre part, bibliothèques territoriales (municipales). Libre accès pour les étudiantEs et les chercheurEs, et restrictions pour les pros et les plus oubliéEs des politiques culturelles. Pour les agentEs de bibliothèques, la



DR

question de l'accessibilité et de la gratuité est au centre de leur engagement professionnel. Ils et elles se mobilisent ainsi sur ce qui apparaît comme le plus injuste et le plus insupportable : le contrôle du pass sanitaire des enfants entre 12 et 17 ans. Les enfants étant évidemment l'un des publics les plus importants et les plus sensibles

pour ces structures dans l'accès à la lecture publique, particulièrement après deux ans d'épidémie et d'isolement dans les familles.

«Petite bib, grosse colère»

Le mouvement actuel est surtout parti de la lutte des bibliothécaires de Grenoble et son agglomération, en grève depuis un peu plus d'un

mois maintenant contre le pass sanitaire. Ils et elles le revendiquent encore : « On trie les livres, pas les lecteurs! » Et, dès le début, ils et elles ont bataillé et réussi à se démarquer des antivax, qui avaient tenté de créer une organisation fantoche pour récupérer politiquement leur lutte et qui ont été rapidement marginalisés. Les autres luttes qui ont fleuri, en Isère puis bien au-delà, parfois dans de toutes petites structures, se sont pour leur large majorité construites autour des mêmes revendications sur le refus du pass sanitaire pour les usagerEs. Dans les faits elles se sont également en majorité focalisées autour de la mesure la plus symbolique : le refus de contrôle du pass pour les enfants, c'est-à-dire ceux qui ne peuvent même pas décider de se faire vacciner!

De premières victoires qui en appellent d'autres!

Les mobilisations et autres actions symboliques se sont multipliées ces dernières semaines dans des villes et agglomérations de toutes tailles, depuis Paris, Grenoble, Lyon en passant par Ambert, dans le Puy-de-Dôme, ou toutes les communes des banlieues est de la Seine-Saint-Denis, et bien d'autres... Une journée nationale a même été appelée et suivie avec succès le vendredi 1^{er} octobre (autour du 5 octobre également dans certaines régions). Dans de nombreuses communes et agglomérations les mairies ont d'ailleurs dû reculer face à ces mobilisations. Une lutte juste et forte pour un accès public et gratuit à la culture et la lecture, sans discriminations, qui continuera, on ne peut que l'espérer, de faire couler beaucoup d'encre...

Manon Boltansky

Roman

La nuit tombée sur nos âmes, de Frédéric Paulin

Agullo, 288 pages, 21,50 euros.



Voilà un roman mais dont l'histoire est basée sur des faits réels, une histoire vraie donc. C'était il y a 20 ans, à l'occasion d'un sommet du G8 en Italie, à Gênes. À cette époque, pas si éloignée que ça, le mouvement altermondialiste était fort. Chaque sommet se heurtait à une contestation politique importante. L'écrivain nous fait vivre ou revivre cette énorme mobilisation, en cette fin juillet 2001. On se souvient de la mort de Carlo Giuliani, ce jeune manifestant, tué d'une balle dans la tête par les carabinieri, une mort qui sonnait alors comme un assassinat par la police italienne. On se souvient moins, à part celles et ceux qui l'ont vécue directement, de la terrible répression, plus ou moins préparée.

Terrible engrenage

L'écrivain nous raconte les quelques jours qui précèdent la grande manifestation jusqu'au déchainement de violence de la police, avec une brutalité dingue. Les personnages sont nombreux, des responsables des forces de l'ordre, italiens comme français, des journalistes et des militantEs bien sûr, anarchistes, black-bloc, de la LCR... Alain Krivine et Olivier Besancenot étaient présents le 21 juillet. Les descriptions de ces militantEs piquent un peu, car pas décrits comme on aimerait ou pas comme on pense être. C'est ainsi, l'auteur semble avoir une vision critique des organisations militantes. Mais pourquoi pas, car en fait l'essentiel n'est pas là.

Nous assistons à un terrible engrenage, à un genre de scénario catastrophe, sans trop de suspense certes puisqu'on connaît la suite mais quand même, c'est impressionnant. Sont décrits les pouvoirs politiques qui veulent alors régler les comptes avec la contestation, des gouvernants, des ministres, des préfets ou équivalents, des policiers, constitués d'éléments d'extrême droite et fascistes (Berlusconi gouverne alors avec la Ligue du Nord), qui se préparent à réprimer, qui n'attendent que ça, tout excités à l'idée de casser du gauchiste. La tension est grande et la manifestation dégénère logiquement, la brutalité policière éclate. Il y a la mort du jeune Carlo et les heures qui suivent, le lendemain surtout, avec une meute qui se jette sur les manifestantEs, frappant, gazant, blessant et en enfermant un certain nombre, de manière complètement gratuite, injustifiée. Une répression chaotique, sans aucune maîtrise, mais à la fois tellement préparée en amont.

Cette violence racontée en détails, avec les provocations et les manipulations, c'est le mécanisme froid de la répression politique, de la volonté d'écraser avec des spécialistes qui y réfléchissent, qui y travaillent très sérieusement. On pense à la répression 20 ans après dans les manifestations ici en France, à cette police qui s'autonomise, au danger fasciste plus crédible. C'est peut-être bizarre de conseiller un roman qui nous remet encore et encore au cœur de la répression. Mais c'est aussi un roman qui rend hommage à des militantEs qui ont subi cette violence et notamment à Carlo Giuliani, pour surtout ne pas oublier.

Philippe Poutou

Roman graphique

Le Grand Vide, de Léa Murawiec

Scénario et dessin de Léa Murawiec, Éditions 2024 du CNL, 204 pages, 25 euros.

« Quand ta vie ne tient qu'à la force de ta présence dans l'esprit des gens et lorsque plus aucun "follower" n'associe ton nom à ton visage, le Grand Vide peut apparaître mais le Grand Vide au fond n'est-il pas la solution? »

Un récit dystopique, futuriste et philosophique

L'autrice Léa Murawiec n'a pas encore 27 ans. C'est son premier ouvrage et c'est la grande claque de la rentrée BD 2021. En découvrant cette œuvre, on ne peut que penser aux réseaux sociaux, avec leur cortège de « like » et de « followers » amplifiés à l'infini. Le propos est beaucoup plus ambitieux et évoque surtout le besoin d'exister, la peur de se perdre dans la masse quand l'image virtuelle plus que réelle domine et écrase tout. « Mais... Manel Naher, c'est moi! » Qui est donc cette autre Manel Naher, qui fait la « Une » des journaux? Elle fait de l'ombre à Manel Naher, la vraie Manel Naher, l'héroïne de cette histoire qui passe ses journées au fond d'une librairie alors que, dans ce monde, si l'on ne pense plus à vous, alors vous mourez, tout simplement. Penser à un nom c'est lui donner de la Présence, de la vie et l'immortalité aussi. Toutes les façades et enseignes de la ville

verticale regorgent de centaines de milliers de noms insignifiants dont celui de Nicolas Sarkozy (spécial clin d'œil). Pour échapper à cet enfer, Manel veut fuir avec son ami Ali vers « le Grand Vide » au-delà des gratte-ciel, cet espace inconnu où les gens disparaissent à jamais. Sa famille et les médecins vont l'empêcher de tenter cette fuite en lui provoquant des AVC artificiels pour « Présence Insuffisante ». Drogée, elle va devoir gagner de la Présence. Pour sa survie, elle doit sortir de l'ombre et devenir une star immortelle en écrasant tout le monde, famille et amis inclus. Mais Manel ne peut oublier Ali et leur rêve de Grand Vide.

Servi par un dessin virtuose

Pour traduire la relation complexe de l'individu face à la masse, Léa Murawiec a opté pour un style très expressif en bichromie où Manel apparaît comme une silhouette en mouvement perpétuel au bord du gouffre, de ce Grand Vide auquel elle rêve mais qu'elle redoute en même temps. Manel déborde des cases, des boîtes, des blocs où la foule des Présents est confinée. Un découpage « débordé » et hallucinant pour créer une impression de vertige renforcée par la mise en exposition d'une ville tentaculaire et verticale animée par les milliers de noms affichés jour et nuit.



Léa Murawiec met son dessin virtuose au service d'un récit riche, rythmé et bouillonnant qui nous amène à coups d'ellipses vers ce Grand Vide!

Et un parcours de rêve

Léa Murawiec est entrée à l'Eesi d'Angoulême (École européenne supérieure de l'image) en 2015 et en est brillamment sortie diplômée en 2018. Au printemps 2019, elle a pu intégrer la Maison des auteurs d'Angoulême², véritable bouillon de culture. Libérée des contraintes financières qui étranglent la profession grâce à une bourse délivrée par Magelis, le pôle image d'Angoulême, l'Eesi et la cité de la BD,

elle s'est entièrement consacrée à la création de cette première œuvre. *Le Grand Vide*, sorti en cette rentrée 2021, connaît un véritable succès d'estime et un début de succès en librairie (5 000 exemplaires déjà vendus). Peut-être une nouvelle étoile féminine de la planète BD vient-elle de surgir. À suivre...

Sylvain Chardon

1 - Le contenu de ce « Grand Vide » est malheureusement un peu trop prévisible, avec les aspects éco-lo-décroissants convenus qui fascinent l'autrice.

2 - La Maison des auteurs a longuement reçu au printemps 2021 une délégation de la liste « On est là » de Nouvelle-Aquitaine avec notamment Philippe Poutou, Alexandre Raguet, tête de liste en Charente, Raphaël Manzanos élu à Angoulême et l'auteur de ces lignes.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,

mardi au samedi :

12 h - 20 h

« Il n'y a pas de politique de santé vis-à-vis des usagerEs de drogues, juste de la répression »



Entretien avec **Fred Bladou**, administrateur de l'association Gaïa et membre de SOS Addictions, à propos de la gestion de la situation des usagerEs de crack à Paris après leur expulsion du 19^e arrondissement vers la porte de la Villette, près de Pantin.

Peux-tu nous parler de la situation des usagerEs de crack qui ont été « déplacés » des jardins d'Éole à la porte de la Villette ?

La situation d'usage de crack à Paris, par des personnes extrêmement précaires, désocialisées, qui vivent dans la rue, n'est pas une situation nouvelle. C'est une situation que l'on connaît depuis une vingtaine d'années, ce qui signifie que la situation actuelle aurait pu être anticipée, ce qui n'a pas été le cas. On aurait pu mettre en place depuis une vingtaine d'années des mesures d'accompagnement et de prise en charge de ces usagerEs, plutôt que de laisser cette situation pourrir en raison de l'inefficacité et du manque de volonté politique des pouvoirs publics. Depuis une vingtaine d'années, la seule chose qui a été faite est en effet de déplacer les groupes d'usagerEs d'un site à un autre. Au total, c'est 20 ans de chasse aux usagerEs, et aucune solution réelle.

Si on regarde la situation dans Paris ces deux dernières années, il y a avait plusieurs scènes, dont la scène Stalingrad et la « colline du crack » porte de la Chapelle. Et un beau matin, peu de temps avant les municipales, Darmanin a décidé d'envoyer ses troupes porte de la Chapelle pour chasser les usagerEs, alors que Gaïa, avec l'association Aurore, avait reçu des financements pour la mise en place d'une salle de repos, voire d'une salle de consommation à la Chapelle. Ce qui a provoqué exactement ce que l'on avait prévu : le nombre d'usagerEs à Stalingrad s'est retrouvé multiplié par deux. Après cela, les riverains ont protesté, et on le comprend bien sûr, car quand on a 200, 250 voire 300 usagerEs de crack dans la rue c'est une situation particulièrement tendue, génératrice de violences... C'est à ce moment-là que la mairie de Paris a décidé d'ouvrir les jardins d'Éole, dans le 19^e, pour les usagerEs de crack. Une décision inconsidérée, arbitraire, en pleine vacances d'été, une décision délirante : plutôt que de permettre l'ouverture de structures de prévention des risques, réservées aux usagerEs de drogue, avec des financements, des dispositifs pérennes, des solutions d'hébergement, on a déplacé les gens.

Jusqu'à la porte de la Villette...

Oui, car cela a continué, puisqu'il y a évidemment eu de nouveaux problèmes avec les riverains aux jardins d'Éole, et donc là un nouveau déplacement de force vers la porte de la Villette, avec la construction d'un mur entre Pantin et Paris, et de fait la construction d'un ghetto d'usagerEs de drogue. Ce n'est pas une manière de faire, ce n'est pas comme ça que l'on fait de la santé publique. Je travaille auprès d'usagerEs de drogues, de produits, depuis 20 ou 30 ans, et je le dis clairement : on ne peut pas faire de la santé publique en restreignant la liberté de circulation des gens, en les enfermant, en les murant en plein Paris... C'est indigne.

On voit que d'un côté l'État, la préfecture, et de l'autre la mairie de Paris, n'assument rien, et se renvoient sans arrêt la balle. Personne ne prend ses responsabilités ?



NPA

Tout à fait. Cela fait 20 ou 30 ans qu'ils jouent à ce jeu, ils se renvoient la balle et personne ne prend ses responsabilités. La mairie de Paris va dire « Ce n'est pas de ma faute, je n'y peux rien c'est une prérogative du ministère de l'Intérieur, ou du ministère de la Santé », et le ministère de la Santé répond qu'il n'y peut rien car c'est une prérogative de la maire... Et résultat, la seule réponse apportée depuis une vingtaine d'années c'est une réponse de pénalisation accrue. C'est l'occasion de rappeler le contexte français, qui est très spécifique, avec une des politiques les plus dures, les plus répressives d'Europe, et dans le même temps une consommation accrue, de nouveaux usagerEs, avec la France en tête au niveau européen. Cela montre bien l'inefficacité totale de leur politique répressive, prohibitionniste, qui a un impact ridicule sur les trafics, on voit bien que la drogue rentre, qu'on peut la trouver sans problème, avec des prix accessibles. La stratégie prohibitionniste est illusoire et mensongère.

Cela impose une réflexion sur la politique des drogues en France. Il n'y a pas de politique de santé vis-à-vis des usagerEs de drogues, juste de la répression. Il faut absolument sortir de ce tout-répressif qui ne mène qu'à des catastrophes. La politique prohibitionniste consistant à proclamer « la drogue c'est mal », ou comme l'a récemment fait Darmanin, « la drogue, c'est de la merde », ne permet en aucun cas de traiter des problématiques de santé publique. On n'est pas au café du commerce. On a des gens qui souffrent, on a des familles qui souffrent, on a des riverains qui sont en souffrance. On parle de personnes, d'êtres humains, on n'est pas en train de parler, comme le font Dati, Péresse et d'autres personnalités politiques conservatrices, de « crackeux ». On parle de femmes et d'hommes qui sont dans la rue et qui ne peuvent pas s'en sortir comme ça. Mais ces gens, les Dati, Péresse et autres, parlent d'ouvrir des centres de sevrage forcé, fermés, autrement dit de prisons. Ce qui est déjà ce qu'on fait depuis 20 ou 30 ans puisque la seule « réponse » que l'on a pour

les usagerEs de drogue c'est de les envoyer en prison dès qu'ils commettent le moindre petit délit.

Que faudrait-il faire alors ?

On est dans un système qui est arrivé en bout de course, et on voit bien, quand on regarde d'autres pays européens, qu'il y a des alternatives, avec un nombre important de salles de consommation qui ont ouvert, des réformes de la politique des drogues comme au Portugal, qui ont donné de très bons résultats, où on ne punit plus les usagerEs comme s'ils étaient des délinquants, mais chercher à les accompagner, avec un vrai accompagnement médical, un accompagnement social.

On est tous fous de rage en ce moment. ActeurEs de la réduction des risques, professionnelEs des addictions, on est tous fous de rage. On a besoin de volonté politique, on a besoin que le ministère de la Santé prenne des décisions et s'y tienne. Là on vous annonce qu'on va ouvrir des salles de consommation mais, à chaque fois qu'un lieu est évoqué, il y a une levée

de boucliers et une récupération malsaine et sordide de la droite qui, quand elle a fini de taper sur les migrantEs ou sur d'autres minorités, tape sur les drogués.

On a travaillé sur le « plan crack », avec des acteurEs de la prévention et de la réduction des risques, des associatifs et la mairie de Paris. Un plan ambitieux, qui prévoyait l'ouverture de salles de consommation, un accès à des logements, une augmentation de la prise en charge médicale, avec en tout cas un accès aux soins facilité, pour des personnes qui sont souvent très éloignées des soins. C'était un plan ambitieux. Mais il s'avère aujourd'hui que ce plan n'est pas mis en place. Le petit jeu politique continue entre, d'un côté, la maire de Paris Anne Hidalgo et, de l'autre, l'État avec Lallemand ou Darmanin, en plus on est en pleine période électorale, entre les municipales et la présidentielle...

Moi je fais de la santé publique, je ne fais pas de la morale. Je ne suis pas prêtre, je ne suis pas candidat à droite, donc les discours sur le thème « la drogue c'est mal », très peu pour moi. Mon problème c'est la santé, la sécurité, le bien-être des gens.

Si on veut régler la problématique des usagerEs de crack dans le nord-est de Paris, il faut impérativement des solutions de logement, d'hébergement d'urgence, déjà pour désengorger ces quartiers. Ce sera un premier pas vers une situation un peu plus digne, une amélioration de la qualité de vie, un accès aux soins. Il faut par ailleurs que nos associations de prévention et de réduction des risques soient soutenues par l'État. Il faut regarder le rapport de l'Inserm sur les salles de consommation, et en tirer les conclusions : il faut ouvrir des salles de consommation ! Au total, il faut réformer complètement la politique des drogues.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

MACRON LE COLON. Lors d'une rencontre avec une vingtaine de descendants de protagonistes de la guerre d'Algérie jeudi 30 septembre, et relatée samedi 2 octobre par le Monde, seul journal invité par l'Élysée, Emmanuel Macron a eu des mots peu amènes et jamais tenus jusqu'ici publiquement par un chef d'État français en exercice, à l'égard du pouvoir algérien et des fondements même de la nation algérienne.

Dans un article intitulé « Le dialogue inédit entre Emmanuel Macron et les « petits-enfants » de la guerre d'Algérie », le journaliste Mustapha Kessous rapporte que le président français estime qu'après son indépendance en 1962, l'Algérie s'est construite sur « une rente mémorielle », entretenue par « le système politico-militaire », que l'« histoire officielle » est « totalement réécrite » et qu'elle « ne s'appuie pas sur des vérités » mais sur « un discours qui repose sur une haine de la France », que « le président [algérien] Abdelmadjid Tebboune » est pris dans « un système très dur », « un système fatigué », « fragilisé » par le Hirak (le soulèvement populaire qui a balayé en 2019 Abdelaziz Bouteflika récemment décédé). Des propos non démentis par l'Élysée qui ne s'arrêtent pas là. « La construction de l'Algérie comme nation est un phénomène à regarder, a encore déclaré le président, toujours selon le Monde. Est-ce qu'il y avait une nation algérienne avant la colonisation française ? Ça, c'est la question. Il y avait de précédentes colonisations. Moi, je suis fasciné de voir la capacité qu'a la Turquie à faire totalement oublier le rôle qu'elle a joué en Algérie et la domination qu'elle a exercée. Et d'expliquer qu'on est les seuls colonisateurs, c'est génial. Les Algériens y croient. » En allant jusqu'à remettre en question l'État-nation algérien, en cherchant à mettre sur le même pied d'égalité l'interminable conquête française bien plus sanglante et meurtrière que la domination ottomane entre le 16^e et le 18^e siècle, et en reprenant ainsi les antiennes éculées de ceux qui veulent euphémiser les violences coloniales infligées par la France aux Algériens, ceux qui disent que l'Algérie n'est pas un pays, le président français donne des gages à l'extrême droite et ouvre une crise diplomatique d'une ampleur inédite à quelques mois de l'anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie (1954-1962) et son indépendance. [...]

Rachida El Azzouzi, « Algérie: Emmanuel Macron met le feu à la poudrière mémorielle », Mediapart, 4 octobre 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org